

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

[C – 2004/27128]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux et Baillonville) (planche 54/4S)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de royal du 22 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort, notamment modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 octobre 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort et adoptant l'avant-projet de modification du plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux et Baillonville) (planche 54/4S);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux et Baillonville) (planche 54/4S);

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 18 octobre au 1 décembre 2003 et qui n'a suscité aucune réclamation, ni observation;

Vu l'avis favorable du conseil communal de Somme-Leuze du 22 décembre 2003;

Vu l'avis défavorable relatif à la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux et Baillonville) (planche 54/4S) émis par la CRAT le 5 mars 2004;

Vu l'avis défavorable à l'inscription d'une zone d'activité économique à Somme-Leuze rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a dès lors considérée comme complète;

Considérant que le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de qualité satisfaisante, même s'il regrette certains manquements, contradictions formelles ou imprécisions, qui ne sont cependant pas de nature à vicier l'appréciation du projet, l'ensemble des éléments de faits indispensables à la décision du Gouvernement étant mis à sa disposition;

Considérant que la CRAT estime que l'étude d'incidences est insatisfaisante, mais qu'elle ne relève pas d'autres manquements significatifs;

Considérant que, comme le Gouvernement l'a déjà énoncé dans son arrêté du 18 septembre 2003, il apparaît bien que l'étude d'incidences répond intégralement au prescrit de l'article 42 du CWATUP et du cahier des charges;

Considérant que le Gouvernement est suffisamment informé pour statuer en connaissance de cause;

Adéquation du projet aux besoins

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre, à bref délai, aux besoins d'espace nécessaire à l'activité économique, estimés à l'horizon 2010;

Considérant que, sur la base d'un rapport établi par la DGEE et de l'analyse qu'il en a faite, le Gouvernement a, par son arrêté du 18 octobre 2002, considéré que le territoire du Bureau Economique de la Province de Namur (BEPN) devait être divisé en trois sous-espaces correspondant aux trois arrondissements administratifs que comporte la Province de Namur; qu'il a considéré que l'arrondissement de Dinant présentait, globalement, des besoins à dix ans en terrains destinés à l'activité économique estimés à quelque 24 hectares de superficie nette, auxquels il convenait d'ajouter forfaitairement 10% de superficie nécessaire à l'équipement technique de la zone, soit une superficie de quelque 26,4 hectares à inscrire en zone d'activité économique;

Considérant que l'étude d'incidences a remis en cause cette analyse car, d'une part, l'arrondissement de Dinant ne constituerait pas une zone suffisamment homogène en termes de développement socio-économique et d'environnement et, d'autre part, cette délimitation ferait abstraction du pôle économique de Marche-en-Famenne pourtant limitrophe de la commune de Somme-Leuze; que, par conséquent, les communes reprises dans le territoire de référence par l'étude d'incidences, devraient être les suivantes : Somme-Leuze, Dinant, Ciney, Marche-en-Famenne, Rochefort, Beauraing et Houyet; que l'étude d'incidences réduit les besoins de ce territoire de référence à 21,5 hectares de superficie brute tout en confirmant les besoins socio-économiques de ce territoire, tel que redéfini, dans l'horizon de temps défini par le Gouvernement;

Considérant que l'étude d'incidences n'a donc pas remis en cause la pertinence du projet;

Considérant que, si la CRAT estime que le territoire de référence, même redéfini par l'auteur de l'étude d'incidences, n'est pas pertinent, car elle juge que les communes situées à l'ouest de la E411 (Dinant, Houyet et Beauraing) ne font pas partie de la zone de polarisation de Somme-Leuze, elle ne remet pas en cause l'appréciation des besoins;

Considérant qu'au demeurant, sa remarque doit être relativisée : conformément au SDER, la E411 ne doit pas être vue comme une ligne de départage des espaces économiques, mais bien comme un élément de développement de ceux-ci puisqu'elle constitue un eurocorridor;

Considérant qu'il paraît raisonnable d'admettre que, même les communes situées à l'ouest de la E411 participent à un bassin économique dont la commune de Somme-Leuze fait partie;

Considérant que, de plus, le Gouvernement estime que doit aussi être prise en compte sa politique volontariste de promouvoir l'activité économique sur certaines parties du territoire régional;

Validation du projet

Considérant que, dans le but d'affecter prioritairement des terrains à l'activité économique pour satisfaire les besoins de développement d'intérêt régional, l'arrêté du 18 octobre 2002 est fondé sur la considération que le Gouvernement entend favoriser l'ouverture du pôle de Marche en direction de Liège, métropole régionale, s'appuyant sur l'axe de la N63, faisant partie du RGGIII et sur l'impossibilité d'étendre la zone de Baillonville, saturée, en raison de l'existence du domaine militaire de Marche, classé en zone « natura 2000 », qui l'enserme;

Considérant que l'étude d'incidences a estimé fondée l'option de l'avant-projet de plan modificatif en ce qu'il vise l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux et Baillonville) (planche 54/4S);

Considérant que la CRAT estime, pour sa part, que la zone ne répond pas à des besoins prioritaires d'intérêts régionaux; que le caractère industriel de la zone serait inadéquat pour rencontrer les besoins d'une commune rurale comme Somme-Leuze; que sa spécialisation aux entreprises qui basent leur développement sur les ressources du milieu naturel ne serait définie concrètement ni par l'auteur de l'étude d'incidences; que, de plus, cette spécialisation réduirait, de façon inopportune, le champ des entreprises qui pourraient s'implanter sur la zone;

Considérant que la zone en projet doit permettre de répondre à une demande foncière différente des disponibilités que présentent les zones d'activité économique de Marche-en-Famenne : zone d'activité économique mixte de la Famenne, zone d'activité économique industrielle de Aye réservée à des entreprises de grande taille; que les activités industrielles qui pourront s'installer dans la nouvelle zone génèrent des nuisances trop importantes, en ce compris par le trafic induit, pour se localiser dans un environnement urbanisé; qu'il convient donc de les localiser dans un environnement moins densément peuplé; que, de toute façon, ces activités ne relèvent pas de celles qui contribuent à la polarisation qu'exercent les centres-villes;

Considérant, de plus, qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour que les activités qui seront implantées sur le site ne soient pas totalement étrangères aux activités déjà présentes aux alentours et permettent, éventuellement, le développement de synergies locales; que cette spécialisation de la zone doit cependant permettre l'installation d'activités suffisamment variées pour en garantir le remplissage effectif et permettre une gestion parcimonieuse du sol;

Considérant qu'en conséquence, le Gouvernement renonce au maintien de la prescription supplémentaire S19 applicable au site : « Les entreprises qui peuvent être autorisées dans la zone d'activité économique industrielle repérée *S 19 doivent baser leur développement sur les ressources du milieu rural »;

Considérant, en effet, que cette prescription aurait pour conséquence de limiter, de manière trop stricte, les activités admises dans la zone, pour en assurer l'utilisation, s'opposant ainsi au principe d'usage parcimonieux du sol;

Examen des alternatives de localisation

Considérant que, conformément à l'article 42, alinéa 2, 5° du Code wallon, et au cahier spécial des charges, l'étude d'incidences a procédé à la recherche d'alternatives; que ces alternatives peuvent porter sur la localisation, la délimitation ou encore la mise en œuvre de la zone à inscrire au projet de plan de secteur;

Considérant qu'une alternative de localisation a ainsi été dégagée et étudiée par l'auteur de l'étude; qu'il s'agit de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Marloie, en extension de la zone d'activité économique industrielle de Marloie;

Considérant que cette alternative présente, certes, quelques intérêts : respect de la structure spatiale du SDER; extension d'une ZAEI; bonne accessibilité routière et ferroviaire; que, cependant, le site a également des inconvénients significatifs : on dénombre cinq captages d'eau à une distance inférieure à 2000 m par rapport au centre de l'étude de cette zone; le site est constitué de terres agricoles de bonne qualité (Aba); on relève la présence de karst sur l'ensemble de la zone, des activités minières sur ou à proximité du site;

par ailleurs, au sud du site, on relève un risque d'inondation important; il existe également un remblais le long de la N836; enfin, le château d'Hassomville est situé à proximité du site; qu'en conséquence, cette alternative n'a pas été retenue par l'arrêté du 18 septembre 2003;

Considérant que la CRAT propose, au terme d'une brève analyse, que soit retenue une autre alternative de localisation, en extension de la ZAEM existante, jusqu'au carrefour de la RN 63 et de la RN929; que la CRAT y propose l'implantation d'une ZAEM, plutôt que d'une ZAEI qui serait mieux de nature à rencontrer les besoins d'une commune rurale comme Somme-Leuze; qu'elle considère que l'impact paysager de cette alternative serait moindre que celui de la zone retenue par le Gouvernement; que la CRAT estime que, pour assurer la préservation du ruisseau d'Heur qui présente un intérêt écologique certain, il y aurait lieu de prévoir une prescription supplémentaire; qu'enfin, la CRAT estime que la présence du domaine militaire de Marche jouxtant le site ne constitue pas un obstacle dirimant à son inscription en ZAEM, parce que la ZAEM existante est déjà voisine du domaine militaire, de même qu'une zone de loisir occupée de manière résidentielle, sans qu'aucune système d'épuration des eaux usées n'équipe le site;

Considérant qu'il convient, tout d'abord, de noter que l'étude d'incidences n'a pas retenu l'alternative de localisation proposée par la CRAT parce qu'elle ne correspondait pas aux principes fondamentaux guidant la recherche de ces alternatives, vu sa proximité de la zone « natura 2000 » et les atteintes qu'elle y porterait;

Considérant, de plus, que la présence de zones urbanisées à proximité du domaine militaire, dont l'implantation est antérieure au classement du site en zone protégée, ne justifie pas que d'autres urbanisations viennent s'y ajouter; qu'au contraire, il convient, dès à présent, de prendre toutes les mesures utiles pour s'assurer que le milieu ne sera pas dégradé et pour permettre l'amélioration de la protection de la zone Natura 2000 et du ruisseau d'Heur qui traverse la zone alternative proposée avant de pénétrer dans la zone Natura 2000;

Considérant, par ailleurs, que la vocation de la zone en projet est spécifique; qu'elle doit répondre à des besoins différents de ceux qui peuvent être rencontrés dans les ZAEM de Marche; qu'à défaut, l'inscription de la nouvelle zone créerait une concurrence avec les zones déjà existantes;

Considérant, pour ces raisons, que l'alternative de localisation proposée par la CRAT n'est pas suffisamment justifiée; qu'elle ne permet pas de rencontrer les objectifs du Gouvernement et ne peut être retenue;

Examen des alternatives de délimitation et de mises en œuvre

Considérant que l'étude d'incidences n'a pas dégagé d'alternative de délimitation;

Considérant que, dans son arrêté du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé qu'il résultait de cette étude comparative que la solution la meilleure pour rencontrer ses objectifs consistait à retenir le projet initial; que cette conclusion reste donc d'actualité;

Prise en considération des recommandations générales du CWEDD

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de considérations générales relatives à la procédure de révision et de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets;

Considérant que, tout d'abord, il estime que le travail d'évaluation effectué pour la réalisation du plan prioritaire ne sera pertinent que si l'implantation des infrastructures est conditionnée par une nouvelle évaluation des incidences propre au groupement des entreprises; qu'il demande que, lors de l'implantation des établissements, une évaluation environnementale soit réalisée par phase d'occupation de la zone d'activité afin d'avoir une vision globale à l'échelle de celui-ci;

Considérant que le CCUE dont la réalisation est imposée par l'article 31bis du CWATUP aura une durée de validité de dix années maximum; que son renouvellement impliquera nécessairement un nouvel examen de la situation et permettra d'adapter ses dispositions à l'évolution qui aura été constatée sur le terrain et aux données complémentaires qui auront été recueillies dans l'intervalle; que, le cas échéant, ce réexamen sera l'occasion d'initier les procédures de réaffectation ou de changement d'affectation qui apparaîtraient opportunes; que cette procédure permettra donc de rencontrer largement la suggestion formulée par le CWEDD;

Considérant que, ensuite, le CWEDD rappelle ses recommandations relatives aux relations entre la mobilité, les transports et l'aménagement du territoire; qu'il se réjouit de l'imposition, par la voie du CCUE, de la réalisation de plans de mobilité, qui permettront de favoriser l'usage de modes doux et des transports en commun; qu'il insiste pour que la circulation piétonne et cycliste soit sécurisée dans les nouvelles zones d'activité économique;

Considérant que cette suggestion paraît opportune; qu'il y a lieu d'imposer que cette sécurisation fasse partie des impositions que devra contenir le CCUE;

Considérant, pour le surplus, que le souhait de voir les nouvelles zones d'activité économique desservies par les transports en commun n'est pas en contradiction avec la politique menée par le Gouvernement; que le réseau des TEC wallons est organisé de telle manière que soient desservis les principaux lieux du territoire générateurs de trafic et que, comme il est essentiellement routier, il est aisément adaptable en fonction de l'évolution des lieux générateurs de flux, sans investissements significatifs; que, d'autre part, vu son coût structurel, le chemin de fer n'est une solution pertinente aux problèmes de mobilité que pour les longues distances et pour des volumes importants; que, dès lors, pour la plupart des besoins individuels de transport des PME qui seront appelées à s'établir dans les nouvelles zones d'activité économique créées, le chemin de fer ne peut être utilisé que combiné avec d'autres moyens de transport, utilisant essentiellement la route; que c'est donc par une intermodalité rail-route, qui sera intégrée dans les plans de mobilité imposés par les CCUE, que les objectifs de mobilité durable définis par le CWEDD pourront être atteints;

Considérations particulières

Considérant qu'il convient d'avoir égard aux éléments particuliers suivants :

— Compatibilité du projet avec le SDER

Dans l'avant-projet, le Gouvernement a estimé que l'inscription de la zone d'activité économique était compatible avec les principes du SDER parce que, si la commune de Somme-Leuze ne s'inscrit pas dans un pôle retenu par la structure spatiale du SDER, elle est reprise dans une zone d'intervention des fonds européens de développement (2000-2006).

De plus, actant que le projet ne favorisait pas le recentrage de l'urbanisation, le Gouvernement a décidé de prévoir que la zone en projet ne puisse accueillir que des entreprises de production industrielle basant leur développement sur les ressources du milieu rural. Par ailleurs, le Gouvernement a estimé que le projet n'était pas de nature à mettre en péril le rôle central de Marche-en-Famenne parce qu'il permettait l'accueil d'entreprises industrielles qui génèrent des nuisances trop importantes, en ce compris par le trafic induit, pour se localiser dans un environnement urbanisé. Ces activités ne relèvent pas de celles qui contribuent à la polarisation qu'exercent les centres-villes.

L'étude d'incidences a confirmé cette analyse et précisé que :

- les communes de Dinant, Ciney et Marche-en-Famenne sont reprises en tant que pôle au SDER;
- les communes de Rochefort, Marche et Ciney sont reprises comme point d'ancrage sur l'eurocorridor Bruxelles-Luxembourg au SDER;
- la commune de Beauraing est reprise en tant que pôle d'appui en milieu rural au SDER;

La CRAT conteste la pertinence de cette analyse et estime que le projet ne répond pas aux critères du SDER puisque la commune de Somme-Leuze n'y est pas reprise. Elle conteste également que le projet ne participe pas au recentrage de l'urbanisation. Elle semble contester la motivation du Gouvernement, retenue également par l'auteur de l'étude d'incidences, selon laquelle il convient de favoriser l'ouverture du pôle de Marche en direction de Liège, en s'appuyant sur l'axe de la route N63, et de répondre à des demandes différentes de celles pouvant être satisfaites dans les zones de Marche.

Le CWEDD estime que l'option du Gouvernement ne participe pas à la structure spatiale du SDER parce que le site ne s'inscrit pas dans un pôle retenu par le SDER, parce que la commune de Somme-Leuze ne constitue ni un pôle, ni un point d'ancrage et ne se situe pas sur un eurocorridor. Il dénonce également le fait que le projet ne participe pas au recentrage de l'urbanisation. Il juge également non pertinente la volonté du Gouvernement d'ouvrir le pôle de Marche en direction de Liège en s'appuyant sur l'axe de la N63

Le Gouvernement constate, cependant, que ni la CRAT ni le CWEDD ne précisent les raisons pour lesquelles les arguments que le Gouvernement a avancé pour justifier la localisation du projet s'écartant partiellement des lignes directrices du SDER ne seraient pas pertinents.

Le SDER constitue une norme à valeur indicative. En particulier concernant les points d'ancrage, le SDER précise que des points d'accueil ou d'ancrage ont été indiqués à titre d'exemples et que d'autres lieux pourraient être retenus en fonction des caractéristiques et des potentialités locales.

En l'espèce, le Gouvernement prend en considération plusieurs éléments rappelés ci-dessus qui justifient que les principes consacrés dans le SDER ne soient pas tous intégralement respectés. Cette nuance apportée par le projet à certains principes du SDER est justifiée par la nécessité de les concilier avec d'autres principes que le Gouvernement s'est fixés pour orienter son action, tels que ceux contenus dans la CAWA ou dans la déclaration de politique régionale.

— Accessibilité et multimodalité

Dans l'avant-projet, le Gouvernement a estimé que la zone présentait une excellente accessibilité à la N63 Liège-Marche en Famenne, inscrite en RGG III, via le dispositif accès/sortie existant; et que, si la zone en projet n'était pas raccordée au rail, les entreprises admises à s'implanter dans la zone (entreprises de production industrielle basant leur développement sur les ressources du milieu rural) pourraient utilement bénéficier des services de la plate-forme multimodale de Liège-Renory.

Il a également pris en considération le fait que la zone d'activité économique industrielle de Marche-en-Famenne II (Aye), gérée par IDELUX, soit réservée à l'accueil d'entreprises de grande taille et puisse, elle, être aisément raccordée au rail (ligne 162).

Le Gouvernement a acté que le site était desservi par deux lignes de bus.

L'étude d'incidences a confirmé cette analyse et attiré l'attention sur l'intérêt de réaliser un accès direct au site par la RN 929 plutôt que par la RN63 vu la vitesse de circulation sur cette route.

La CRAT se rallie à cette analyse.

A l'inverse, le CWEDD estime que l'accès par la R929 ne semble pas être une bonne solution vu la relative étroitesse de la voirie.

Compte tenu de ces différentes prises de position, le CCUE qui sera établi en exécution de l'article 31bis du CWATUP proposera des solutions adéquates pour permettre, par la route, un accès pratique et sûr à la zone.

— Atteinte à la nature, au patrimoine et au paysage

Dans l'avant-projet, le Gouvernement a estimé que le projet ne portait atteinte :

- ni à un élément classé du patrimoine culturel immobilier;
- ni à une zone de prévention de captage;
- ni à un périmètre d'intérêt paysager.

Il a également fait état de ce que le projet ne se situait pas dans le périmètre du domaine militaire de Marche-en-Famenne, proposé au statut Natura 2000, et que le périmètre du projet avait été déterminé de façon à éviter de porter atteinte à un petit cours d'eau dont la protection des eaux salmonicoles et cyprinicoles a été proposée par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. De plus, des dispositifs de protection adéquats suffiraient à éviter que les activités autorisées dans la zone n'y portent atteinte.

L'étude d'incidences a mis en évidence que l'avant-projet présente un impact visuel depuis la N63 et la N929.

La CRAT se rallie à cette analyse. Elle relève que, principalement depuis la N63 qui est en surplomb, le site affecterait une perspective visuelle de qualité et un paysage typique de la Famenne. Elle regrette que l'étude d'incidences n'ait pas procédé à une analyse paysagère plus fouillée.

Le CWEDD estime que l'implantation de la ZAE aura des conséquences paysagères sur le site qui présente un caractère naturel et rural remarquable.

Le Gouvernement relève, à cet égard, que l'article 30 du Code wallon impose la réalisation de périmètres ou dispositifs d'isolement ce qui, in casu, permettra de préserver suffisamment le voisinage, bâti ou non, de l'impact, notamment visuel, de la zone en projet.

Le CCUE qui sera établi en exécution de l'article 31bis du CWATUP proposera des solutions adéquates pour préserver une perspective visuelle et le paysage typique de la Famenne, visible principalement depuis le N63.

— Régime des eaux

L'étude d'incidences a mis en évidence la présence d'un captage à une distance inférieure à 2000 m par rapport au centre de l'étude.

Le CWEDD attire également l'attention sur la présence d'un autre captage à 858 m du site.

Le respect des mesures réglementaires prévues aux articles 18 à 23 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine, tel que complété par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1995, permettra d'éviter qu'il soit porté atteinte au captage.

Le CWEDD attire, encore l'attention à propos de l'égouttage qu'il conviendra de réaliser de la zone, tenant compte de la capacité réduite de la station d'épuration existante, et des difficultés liées aux rejets des eaux épurées dans le réseau hydrographique.

Ce point n'a pas fait l'objet de remarques particulières de la CRAT.

Le CCUE déterminera le système adéquat pour permettre l'épuration correcte des eaux usées de la zone, tenant compte des contraintes environnementales évoquées ci-dessus.

— Contrainte physique

Dans l'avant-projet, le Gouvernement a fait état de ce que les terrains en cause se situaient à l'intérieur du territoire de la concession de mine métallique de Durbuy qui comporte de très nombreuses exploitations disséminées, et que, par ailleurs, le site n'était soumis à aucune contrainte physique majeure.

L'étude d'incidences a relevé, dans la partie Sud-Est du site, des risques d'inondation.

En conséquence, il convient d'imposer la détermination des zones capables dans le CCUE à réaliser par l'opérateur.

Mesures d'accompagnement

Considérant que l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP prévoit que l'inscription d'une nouvelle zone d'activité économique implique soit la réaffectation de sites d'activités économiques désaffectés, soit l'adoption d'autres mesures favorables à la protection de l'environnement, soit une combinaison de ces deux modes d'accompagnement;

Considérant que les mesures d'accompagnement doivent être fonction, d'une part, de la qualité environnementale intrinsèque du périmètre affecté à l'urbanisation et, d'autre part, de l'apport objectif de ces mesures d'accompagnement;

Considérant que la réhabilitation de sites d'activité économique désaffectés reste une partie importante de ces mesures d'accompagnement environnementales;

Considérant que le Gouvernement retient, dans le cadre des mesures d'accompagnement à la présente révision du plan de secteur, la réaffectation d'un certain nombre de sites d'activité économique désaffectés;

Considérant que, dans l'évaluation de la proportion entre les mesures d'accompagnement et les projets d'inscription de nouvelles zones d'activités économiques, il est raisonnable de tenir compte, d'une part, de l'impact différencié de la réhabilitation des sites d'activité économique désaffectés selon leur localisation et leur contamination, d'autre part, de l'impact environnemental de la création d'une nouvelle zone d'activité économique, qui varie selon ses caractéristiques et sa situation; qu'ainsi, il apparaît que, dans le respect du principe de proportionnalité, une réhabilitation lourde doit peser plus que la réhabilitation d'un site moins pollué, que l'impact des mesures favorables à l'environnement doit être apprécié en fonction de l'effet que l'on peut raisonnablement en attendre et que ces mesures doivent être d'autant plus, ou moins, importantes, que la création de la zone nouvelle a des impacts considérables, ou moins considérables, sur son environnement;

Considérant qu'en l'occurrence, à défaut de disposer des éléments permettant d'objectiver les facteurs permettant d'apprécier complètement ces poids et impacts, le Gouvernement juge opportun, à la fois pour respecter sûrement les prescriptions de l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP et dans le souci qui est le sien de promouvoir, autant que cela est raisonnablement possible, la réaffectation de sites d'activité économique désaffectés, d'adopter une interprétation stricte de ce texte, et de respecter une clé correspondant approximativement à un m² de réaffectation de SAED pour un m² d'espace non urbanisable dorénavant affecté à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables);

Considérant que l'accompagnement prévu par l'article 46, § 1, al. 2, 3° du CWATUP peut s'apprécier au niveau régional; que le présent projet s'inscrivant dans un plan prioritaire visant à doter l'ensemble de la Région d'espaces nouveaux destinés à l'activité économique, la clé susdite peut donc être appliquée de façon globale, la compensation pouvant s'effectuer entre l'ensemble des surfaces distraites de zones non urbanisables pour être affectées à l'activité économique (sous déduction cependant des surfaces antérieurement affectées à l'activité économique et qui sont reclassées en zones non urbanisables), d'une part, et l'ensemble des surfaces de SAED réaffectés, d'autre part;

Considérant cependant, que, dans un souci d'équité géographique distributive, il paraît opportun, comme les nouveaux espaces que le plan prioritaire destine à l'activité économique sont répartis sur le territoire de toute la Région, de veiller à ce que les SAED soient aussi répartis de façon équilibrée;

Considérant que, pour assurer cet objectif, la Région a été divisée en cinq secteurs équilibrés et géographiquement homogènes; que le présent projet a donc été versé dans un ensemble de projets (Sambreville - Tamines, Namur - Rhisnes - Suarlée, Namur - Bouge - Champion, Chimay - Baileux, Namur - Malonne et Sambreville - Moignelée);

Considérant qu'au titre de mesures d'accompagnement, le Gouvernement décide de prendre en compte la réaffectation des sites suivants :

— ANDENNE	Brenner
— ANDENNE	Carrières et fours à chaux Deceuninck
— ANHEE	Usine à cuivre de Rosée
— BRAIVES	Moulin Hosdent
— BRAIVES	Etablissements Brichart
— CHIMAY	Laiterie des Forges
— CINEY	Pharmacies populaires E.P.C. Familia
— CINEY	Château Chaput
— COUVIN	Usines Donnay
— COUVIN	Brasserie St-Antoine
— COUVIN	Agence en douane de Brûly
— DINANT	Centre de Formation Patria
— DINANT	Lainière La Dinantaise
— DINANT	Filature de Bouvignes
— FERNELMONT	Fours électriques
— FLOREFFE	Glaceries St-Roch
— GEDINNE	Scierie Buchholtz
— GEMBOUX	Coutellerie Pierrard
— GEMBOUX	Coutellerie Chapelle Marion
— GEMBOUX	Ateliers Colson
— HASTIERE	Gare d'Hastière
— MOMIGNIES	Scierie Degive
— NAMUR	Imprimerie AMP
— NAMUR	Scierie Humblet
— NAMUR	Etablissements Pâque
— NAMUR	Moulin A.C.B.I.
— NAMUR	Pâques
— ROCHEFORT	Atelier des locomotives
— ROCHEFORT	Scierie Devillers
— VIROINVAL	Fours à chaux
— VIROINVAL	Fours à chaux de Nismes
— YVOIR	Etablissement Tasiaux
— YVOIR	Carrière la Rochette
— MONT-SAINT-GUIBERT	Papeteries de Mont-St-Guibert I
— BINCHE	Abattoir
— BINCHE	Lavoir du Centre
— TUBIZE	Clabecq (sud)

qui totalisent une surface au moins équivalente;

Considérant qu'en ce qui concerne les mesures favorables à la protection de l'environnement, comme le CWEDD l'a souligné, l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du CWATUP ne permet pas d'y inclure les mesures de protection qui s'imposent en application soit du CWATUP, soit d'une autre réglementation en vigueur; que le Gouvernement tient néanmoins à souligner que, dans le souci d'assurer la protection de l'environnement, il a adopté, parallèlement à la réalisation du plan prioritaire dans le cadre duquel le présent arrêté s'inscrit, un nouvel article 31*bis* du CWATUP, imposant que toute nouvelle zone d'activité économique soit accompagnée d'un CCUE qui assure la compatibilité de la zone avec son environnement;

Considérant qu'il est ainsi plus que largement satisfait à l'obligation imposée par cet article;

CCUE

Considérant qu'en exécution de l'article 31*bis* du CWATUP, un CCUE sera établi préalablement à la mise en œuvre de la zone, suivant les lignes directrices de la circulaire ministérielle du 29 janvier 2004;

Considérant que le CWEDD a émis, dans ses différents avis, une série de recommandations générales relatives à la mise en œuvre éventuelle des projets, notamment en matière de gestion des eaux, de l'air, des déchets des mouvements de terre, de suivi des exploitations agricoles affectées par les projets, de mobilité et d'accessibilité, d'intégration paysagère et d'intégration de la végétation;

Considérant que le Gouvernement avait largement anticipé ces recommandations, d'abord en proposant au Parlement l'adoption de l'article 31*bis* du CWATUP, qui prévoit que fera l'objet d'un CCUE, ensuite en définissant le contenu de ce CCUE par la circulaire qu'il a adoptée le 29 janvier 2004;

Considérant que certaines des recommandations formulées par le CWEDD apportent des précisions qui paraissent opportunes, soit de façon générale, soit pour le présent projet, en fonction des caractéristiques qui viennent d'être décrites; qu'elles devront y être intégrées par le rédacteur du CCUE;

Considérant, en conséquence, que le CCUE devra en tout cas contenir les différents éléments ci-dessous énumérés :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées tenant compte des contraintes environnementales évoquées ci-dessus et des zones inondables;
- les mesures à prendre pour préserver une perspective visuelle et le paysage typique de la Famenne, visible principalement depuis le N63;
- un plan d'occupation progressive de la zone, secteur par secteur;
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne et la détermination d'un accès pratique et sûr à la zone par la route;
- la détermination des zones capables;

Conclusion

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements que le présent projet est le plus apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés par l'article 1 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à l'activité économique, dans le territoire de référence concerné;

Après délibération,

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte définitivement la révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort, qui comprend l'inscription, sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux et Baillonville) (planche 54/4), d'une zone d'activité économique industrielle.

Art. 2. La révision est adoptée conformément au plan annexé.

Art. 3. Le CCUE, établi conformément à l'article 31bis du CWATUP, comprend en tout cas les différents éléments suivants :

- les mesures prises pour permettre un traitement adéquat de la gestion des eaux, en particulier des eaux usées tenant compte des contraintes environnementales évoquées ci-dessus et des zones inondables;
- les mesures à prendre pour préserver une perspective visuelle et le paysage typique de la Famenne, visible principalement depuis le N63;
- un plan d'occupation progressive de la zone, secteur par secteur;
- les mesures relatives à la mobilité, interne et externe à la zone, des biens et des personnes, en ce compris la sécurisation des espaces réservés à la circulation cycliste et piétonne et la détermination d'un accès pratique et sûr à la zone par la route;
- la détermination des zones capables.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale concernée.

L'avis de la CRAT est publié ci-dessous.

Avis relatif au projet de révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Somme-leuze (Noiseux et Baillonville) (planche 54/4s)

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 6, 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de Développement de l'Espace Régional (S.D.E.R.) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'Arrêté royal du 22 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort, modifié notamment par l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 octobre 1993;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant provisoirement la révision de la planche 54/4S du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux et Baillonville);

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 octobre 2003 au 1^{er} décembre 2003 inclus et qui n'a suscité aucune réclamation ni observation;

Vu l'avis favorable du Conseil communal de la commune de Somme-Leuze du 22 décembre 2003;

Vu le dossier d'enquête publique transmis le 5 janvier 2004 par Monsieur M. Foret, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, à la Commission régionale d'Aménagement du Territoire et mis à la disposition des membres de sa section aménagement normatif;

Vu les situations juridiques et existantes du secteur;

La Commission Régionale d'Aménagement du Territoire émet en date du 5 mars 2004 un avis défavorable à la modification de la planche 54/4S du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de quelque 20 ha sur le territoire de la commune de Somme-Leuze (Noiseux-Baillonville).

La CRAT se prononce par contre pour l'inscription d'une zone d'activité économique mixte d'une superficie équivalente en prolongement de la zone d'activité économique mixte inscrite au plan de secteur à Baillonville.

La CRAT justifie son avis par les considérations suivantes :

1. Concernant l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle

1) La CRAT constate que le site retenu pour l'inscription d'une zone d'activité économique n'est attenant à aucune zone constructible. Seule une zone d'activité économique industrielle peut donc y être inscrite conformément au prescrit de l'article 46 § 1^{er}, 1^o.

La prescription supplémentaire * S 19 - « Les entreprises qui peuvent être autorisées dans la zone d'activité économique industrielle repérée * S 19 doivent baser leur développement sur les ressources du milieu rural » -, qui est d'application pour la zone, interpelle la CRAT dans la mesure où elle restreint le champ des implantations.

En effet, elle vise l'implantation d'entreprises spécifiques sans que l'arrêté définisse la notion. L'étude d'incidences est tout aussi muette sur le concept.

2) Le projet ne répond pas aux critères du S.D.E.R. puisque la commune de Somme-Leuze n'est nullement reprise dans le projet de structure spatiale de la Wallonie, ce que l'arrêté du Gouvernement admet dans ses considérants.

De plus, il ne participe pas au recentrage de l'urbanisation, puisque non contigu à une zone constructible existante. Ces deux aspects sont d'ailleurs reconnus par l'étude d'incidences, qui constate que « la commune de Somme-Leuze ne constitue ni un pôle, ni un point d'ancrage, ne se situe pas non plus dans un eurocorridor ».

L'étude d'incidences se retranche derrière la motivation du Gouvernement qui est de favoriser l'ouverture du pôle de Marche en direction de Liège en s'appuyant sur l'axe de la route et de répondre à une demande foncière différente des disponibilités offertes par les zones d'activité économique de Marche du fait de la prescription supplémentaire.

3) La CRAT estime non pertinent le territoire de référence à savoir l'arrondissement de Dinant constitué de 6 communes. Elle rejoint en cela l'étude d'incidences qui a revu le territoire de référence initial en ajoutant Marche-En-Famenne. Malgré cet ajout, la CRAT considère que le territoire de référence reste non pertinent dans la mesure où tout l'ouest de l'arrondissement c'est à dire les communes situées à l'ouest de l'E 411 -Dinant, Houyet, Beauraing- ne font pas partie de la zone de polarisation de Somme-Leuze.

4) La CRAT considère par ailleurs que le projet de Somme-Leuze n'est pas un projet d'intérêt régional, Somme-Leuze étant polarisée par Ciney, Rochefort et Marche-en-Famenne, située dans la province de Luxembourg.

Elle peut néanmoins comprendre que le plan prioritaire des zones d'activité économique soit l'occasion pour des communes d'obtenir une zone d'activité économique.

C'est dans cet esprit qu'elle propose une extension de la zone d'activité économique mixte existante.

5) La CRAT relève que l'étude d'incidences considère que la présence d'une zone d'activité industrielle affectera la qualité paysagère des lieux, qui offre depuis la route N 63 légèrement en surplomb, une perspective visuelle de qualité et un paysage typique de la Famenne. La visibilité du site sera par contre, réduite à partir des villages de Noiseux et de Baillonville. L'étude recommande la réalisation d'une étude paysagère pour intégrer au mieux la zone d'activité à son environnement naturel.

La CRAT rejoint cette analyse mais regrette qu'une analyse paysagère plus fouillée n'ait été réalisée dans le cadre de l'étude d'incidences.

6) L'étude d'incidences estime indispensable un accès direct de la zone d'activité à la route N 63 vu les vitesses pratiquées sur celle-ci. Elle propose donc que l'accès au site soit aménagé le long de la route N 929. Ce constat rencontre le point de vue de la CRAT.

2. Concernant l'inscription d'une zone d'activité économique mixte

1) L'étude d'incidences ayant validé les besoins soit quelque 20 ha, il convient de trouver un site alternatif sur le territoire de Somme-Leuze puisque l'étude d'incidences a rejeté les différents sites alternatifs.

La CRAT est d'avis que la solution la plus adéquate consiste donc à inscrire une zone d'activité économique mixte d'une superficie équivalente dans le prolongement de la zone d'activité économique mixte existante et en direction du croisement des routes N 63 et N 929.

Pour la CRAT, l'inscription d'une zone d'activité économique mixte est de nature à mieux répondre aux besoins d'une commune rurale comme Somme-Leuze.

2) Ce site d'extension est beaucoup moins visible que celui du projet. Il comporte néanmoins un vallon où coule le ruisseau d'Heur qui présente un intérêt écologique certain. La CRAT propose d'assortir cette partie de la zone d'une prescription supplémentaire visant sa protection.

3) La CRAT estime enfin que l'inscription du camp militaire de Marche-en-Famenne dans le réseau Natura 2000 n'est pas un argument probant pour rejeter cette extension dans la mesure où le périmètre du site Natura 2000 jouxte celui de la zone d'activité économique existante. Une d'une zone de loisirs occupée de manière permanente par des résidents et qui ne possède aucun réseau d'eaux usées est également contiguë au camp militaire.

3. L'article 46 § 1^{er}, 3^{ème} du CWATUP

La CRAT constate que l'arrêté du Gouvernement du 18 septembre 2003 ne s'accompagne d'aucun projet de réaffectation de site d'activité économique désaffecté ni de l'adoption de mesures favorables à la protection de l'environnement.

En effet, la réalisation d'un périmètre ou d'un dispositif d'isolement ne peut être considérée comme une mesure favorable à la protection de l'environnement puisqu'il s'agit d'une imposition de l'article 30 du CWATUP.

4. La qualité de l'étude

L'étude d'incidences a été réalisée par le bureau AGORA dûment agréé pour ce type de projet

La CRAT estime l'étude d'incidences de qualité insatisfaisante au vu des manquements ou des faiblesses qu'elle a relevés.

Ainsi :

Il y a divergence entre l'étude et le résumé non technique en ce qui concerne le délai de saturation des zones d'activités (6 ans dans l'étude, 6 à 8 ans dans le R.N.T.).

De même, les impacts sont différents au niveau des variantes de délimitation de l'alternative.

Le cahier des charges n'est pas respecté. Les points B.5.1. et B.5.2 ne sont pas traités.

On constate des différences de chiffres dans l'évolution des ventes et les superficies occupées d'un tableau à l'autre.

Les variantes sont recherchées sur des superficies plus importantes que celles de l'avant-projet. Celle de Dréhanche à Dinant est rejetée sans argumentation.

Il y a confusion dans les relevés des superficies des Z.A.E.I. et Z.A.E.M. du plan de secteur qui sont mises en œuvre.

La notion de « ressources du milieu rural » qui n'est pas définie dans l'arrêté du Gouvernement n'est pas plus définie dans l'étude d'incidences qui s'y réfère néanmoins pour exclure certaines alternatives.

D'une manière générale, on relève des lacunes dans la situation de fait et de droit tant pour le site de Somme-Leuze que pour la variante de Marche-en-Famenne.

Du point de vue de la cartographie, les légendes ne sont pas particulièrement lisibles et les cartes ne sont pas numérotées.

Par ailleurs, plutôt que de disposer de la situation existante de droit de Somme-Leuze, on découvre celle de Namur (Flawinne).

Le reportage photographique est en noir et blanc.

Enfin, la composition du bureau d'étude n'est reprise ni dans le rapport final ni dans le résumé non technique.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2004/27128]

22. APRIL 2004 — Erlass der wallonischen Regierung zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans von Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Somme-Leuze (Noiseux und Baillonville) (Karte 54/4S)

Die wallonische Regierung

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 22, 23, 30, 35, 37, 41 bis 46 und 115;

Aufgrund des Entwicklungsplans des Regionalen Raums (SDER), der von Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedet worden ist;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Januar 1979 zur Festlegung des Sektorenplans von Dinant-Ciney-Rochefort, insbesondere abgeändert durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Oktober 1993;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2002, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan von Dinant-Ciney-Rochefort einer Revision zu unterziehen ist und mit dem der Vorentwurf zur Abänderung des Plans zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Somme-Leuze (Noiseux und Baillonville) (Karte 54/4S) angenommen wurde;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. September 2003, mit dem der Revisionsentwurf des Sektorenplans von Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes und eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Somme-Leuze (Noiseux und Baillonville) (Karte 54/4S) angenommen wurde;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung vom 18. Oktober bis 1. Dezember 2003, die zu keiner Beanstandung oder Bemerkung geführt hat;

Aufgrund der günstigen Stellungnahme des Gemeinderates vom Somme-Leuze vom 22. Dezember 2003;

Aufgrund der ungünstigen Stellungnahme zur Revision des Sektorenplans von Dinant-Ciney-Rochefort zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes und eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde Somme-Leuze (Noiseux und Baillonville) (Karte 54/4S) der CRAT vom 5. März 2004;

Aufgrund der ungünstigen Stellungnahme zur Eintragung eines Gewerbegebietes in Somme-Leuze durch den Wallonischen Umweltrat für Nachhaltige Entwicklung vom 4. März 2004;

Bestätigung der Verträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Beschluss vom 18. September 2003 festgehalten hat, dass die Verträglichkeitsprüfung alle zur Einschätzung der Notwendigkeit und der Angemessenheit des Entwurfes notwendigen Elemente enthält und sie deshalb als vollständig betrachtet hat;

In der Erwägung, dass der Wallonische Umweltrat für Nachhaltige Entwicklung der Meinung ist, dass der Autor eine Prüfung ausreichender Qualität vorgelegt hat, selbst wenn gewisse Mängel, förmliche Widersprüche oder Ungenauigkeiten bedauert werden, die jedoch nicht die Einschätzung des Entwurfes beeinträchtigen können, da alle Elemente der für den Beschluss der Regierung notwendigen Sachverhalte zur Verfügung standen;

In der Erwägung, dass die CRAT der Meinung ist, dass die Verträglichkeitsprüfung unzureichend ist, aber dass sie keine bedeutenden anderen Mängel hervorhebt.

In der Erwägung, dass, wie die Regierung bereits in ihrem Erlass vom 18. September 2003 festgehalten hat, sich in der Tat ergibt, dass die Verträglichkeitsprüfung vollständig den Vorschriften von Artikel 42 des CWATUP und des Lastenheftes entspricht;

In der Erwägung, dass die Regierung ausreichend informiert ist, um mit Sachkenntnis zu urteilen

Für den Bedarf angemessener Entwurf

In der Erwägung, dass das Ziel der Regierung darin besteht, kurzfristig den Bedarf an für die wirtschaftlichen Aktivitäten notwendigen zusätzlichen Raum bis zum Jahr 2010 zu erfüllen;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage eines Berichtes der DGEE und einer entsprechenden Analyse die Regierung in ihrem Erlass vom 18. Oktober 2002 festgehalten hat, dass das Gebiet des Wirtschaftsbüro der Provinz Namür (BEPN) in drei Unterbereiche aufgeteilt werden muss, die jeweils den drei Verwaltungsbezirken der Provinz Namür entsprechen; dass sie erwogen hat, dass der Kreis von Dinant im Großen und Ganzen einen zehnjährigen Bedarf an Raum für wirtschaftliche Aktivitäten von rund 24 Hektar Nettofläche aufweist, zu dem eine Pauschalfläche von 10 % für die technische Ausrüstung des Gebietes hinzugefügt werden muss, das heißt rund 26,4 Hektar, die in ein Gewerbegebiet eingetragen werden müssen;

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung diese Analyse in Frage gestellt hat, weil einerseits der Bezirk von Dinant kein ausreichend homogenes Gebiet im Bereich der sozialwirtschaftlichen und umweltrechtlichen Entwicklung darstellt und weil andererseits diese Abgrenzung den Wirtschaftspol von Marche-en-Famenne nicht berücksichtigt, der jedoch in direkter Nachbarschaft zur Gemeinde Somme-Leuze liegt, dass dementsprechend die im Einzugsgebiet der Wirkungsstudie aufgenommenen Gemeinden folgende Gemeinden sein müssen: Somme-Leuze, Dinant, Ciney, Marche-en-Famenne, Rochefort, Beauraing und Houyet; dass die Verträglichkeitsprüfung den Bedarf dieses Einzugsgebietes auf 21,5 Hektar Bruttofläche beschränkt, wobei die sozialwirtschaftlichen Anforderungen dieses Gebietes jedoch bestätigt werden, wie sie in dem von der Regierung festgelegten Zeitraum neu definiert wurden;

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung die Nachhaltigkeit des Entwurfes also nicht in Frage gestellt hat;

In der Erwägung, dass, auch wenn die CRAT davon ausgeht, dass das Einzugsgebiet, selbst nach Neudefinierung des Autors der Verträglichkeitsprüfung, nicht nachhaltig ist, da sie davon ausgeht, dass die Gemeinden im Westen der E411 (Dinant, Houyet und Beauraing) nicht zur Polarisierungszone von Somme-Leuze gehören, so stellt sie die Einschätzung des Bedarfs jedoch nicht in Frage;

In der Erwägung, dass ihre Bemerkung ferner relativisiert werden muss: laut SDER darf die E411 nicht als Trennlinie von Gewerbegebieten sondern als Entwicklungselement dieser Gebiete betrachtet werden, da sie einen Eurokorridor darstellt;

In der Erwägung, dass es vernünftig erscheint, zuzugeben, dass selbst die Gemeinden im Westen der E411 zu einem Gewerbebecken gehören, zu dem auch Somme-Leuze gehört;

In der Erwägung, dass ferner die Regierung denkt, dass auch ihre volontaristische Politik zur Förderung der wirtschaftlichen Aktivitäten in gewissen Teilen der Region berücksichtigt werden muss;

Bestätigung des Entwurfs

In der Erwägung, dass in dem Ziel, vor allem der wirtschaftlichen Aktivität Grundstücke zuzuweisen, um dem Entwicklungsbedarf von regionalem Interesse zu entsprechen, der Erlass vom 18. Oktober 2002 auf der Erwägung beruht, dass die Regierung die Öffnung des Pols von Marche in Richtung Lüttich, der regionalen Metropole, fördern will und sich dabei auf die Achse der N63 stützen will, die zum RGGIII gehört, unter Berücksichtigung, dass das bereits gesättigte Gebiet von Baillonville, aufgrund der umliegenden Grundstücke der Streitkräfte in Marche, die zum Gebiet "Natura 2000" gehören, nicht erweitert werden kann.

In der Erwägung, dass die Verträglichkeitsprüfung die Option des Vorentwurfes des abändernden Plans für begründet gehalten hat, insofern hier die Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes und eines industriellen Gewerbegebietes auf dem Gebiet der Gemeinde SOMME-LEUZE (Noiseux und Baillonville) (Karte 54/4S) vorgesehen wird;

In der Erwägung, dass die CRAT ihrerseits der Meinung ist, dass das Gebiet nicht den vorrangigen Bedürfnissen von regionalem Interesse entspricht; dass die industrielle Eigenschaft des Gebietes unangemessen wäre, um die Bedürfnisse einer ländlichen Gemeinde wie Somme-Leuze zu decken, dass ihre Spezialisierung auf Unternehmen, die ihre Entwicklung auf die Ressourcen des natürlichen Umfeldes aufbauen, konkret weder von der Regierung noch vom Autor der Verträglichkeitsprüfung definiert werden kann; dass ferner diese Spezialisierung auf unangemessene Weise die Anzahl Unternehmen einschränken würde, die sich in diesem Gebiet niederlassen könnten;

In der Erwägung, dass das Gebiet des Entwurfes es ermöglichen muss, eine Nachfrage an Grundstücken zu beantworten, die nicht den Verfügbarkeiten im Gewerbegebiet von Marche-en-Famenne entspricht: gemischtes Gewerbegebiet in Famenne, industrielles Gewerbegebiet in Aye, das großen Unternehmen vorbehalten ist; dass die industriellen Tätigkeiten, die sich in dem neuen Gebiet niederlassen könnten, zu erheblichen Störungen führen würden, einschließlich der entsprechende Verkehr, um in einem städtischen Gebiet aufgenommen zu werden; dass das Gebiet deshalb in einem wenig bevölkerten Gebiet angesiedelt werden muss; dass auf jeden Fall diese Aktivitäten nicht zu denen gehören die zur Polarisierung einer Stadtmitte beitragen;

In der Erwägung, dass ferner die notwendigen Maßnahmen getroffen werden, damit die Aktivitäten, die auf dem Gelände angesiedelt werden, nicht völlig den bereits in der Nähe anwesenden Aktivitäten fremd sind, damit eventuell auch lokale Synergien möglich sind; dass diese Spezialisierung des Gebietes auch die Einrichtung von ausreichend variierten Aktivitäten ermöglichen muss, um eine effektive Anfüllung und eine strenge Verwaltung des Bodens zu erlauben;

In der Erwägung dass die Regierung dementsprechend auf die Aufrechterhaltung der Zusatzvorschrift S19 verzichtet, die für das Gelände gültig ist: «Die Betriebe, die in einem mit *S19 gekennzeichneten industriellen Gewerbegebiet zugelassen werden, müssen ihre Entwicklung auf Ressourcen der ländlichen Umwelt stützen»;

In der Erwägung, dass diese Bestimmung in der Tat zur Folge hätte, dass die in dem Gebiet zugelassenen Aktivitäten zu stark eingeschränkt werden, um die Benutzung zu gewähren, was dem Grundsatz der strengen Benutzung des Bodens widerspricht;

Untersuchung der Ansiedlungsvarianten

In der Erwägung, dass laut Artikel 42, Absatz 2, 5° des Wallonischen Gesetzbuches und laut Sonderlastenheft die Verträglichkeitsprüfung auch nach Alternativen gesucht hat; dass diese Alternativen sich auf die Ansiedlung, die Eingrenzung oder die Umsetzung des in den Entwurf des Sektorenplans einzutragenden Gebietes beziehen können.

In der Erwägung, dass eine Ansiedlungsvariante so vom Autor der Prüfung hervorgehoben und untersucht worden ist; dass es sich um die Eintragung eines industriellen Gewerbegebietes in Marloie handelt, als Erweiterung des bestehenden industriellen Gewerbegebietes in Marloie;

In der Erwägung, dass diese Alternative sicher ein gewisses Interesse aufweist: Einhaltung der räumlichen Struktur des SDER; Erweiterung eines industriellen Gewerbegebietes; gute Zugänglichkeit per Straße und Eisenbahn; dass das Gelände jedoch auch bedeutende Nachteile aufweist: so gibt es fünf Wasserentnahmepunkt in einer Entfernung von weniger als 2000 m zum Mittelpunkt des geprüften Gebietes; das Gelände besteht aus landwirtschaftlichen Böden einer sehr guten Qualität (Aba); im gesamten Gelände gibt es Karsterscheinungen und sind auf oder in der Nähe des Geländes Abbautätigkeiten anzutreffen; ferner gibt es im Süden des Geländes ein bedeutendes Überschwemmungsrisiko; an der N836 entlang gibt es Aufschüttungen; und schließlich befindet das Schloss von Hassomville sich in der Nähe des Geländes; dass diese Variante dementsprechend im Erlass vom 18. September 2003 nicht in Betracht gezogen wurde;

In der Erwägung, dass die CRAT infolge einer kurzen Analyse vorschlägt, dass eine andere Ansiedlungsvariante in Erweiterung des bestehenden industriellen Gewerbegebietes bis zur Kreuzung zwischen RN 63 und der RN 929 zurückgehalten werden soll; dass die CRAT dort die Anbringung eines gemischten Gewerbegebietes statt eines industriellen Gewerbegebietes vorschlägt, was den Bedürfnissen einer ländlichen Gemeinde wie Somme-Leuze besser entsprechen würde; dass sie davon ausgeht, dass die landschaftlichen Auswirkungen dieser Variante nicht so bedeutend wären wie mit dem von der Regierung berücksichtigten Gebiet; dass die CRAT denkt, dass zur Aufrechterhaltung des Baches Heur, der ein gewisses Umweltinteresse darstellt eine zusätzliche Bedingung vorgesehen werden muss; dass die CRAT schließlich denkt, dass die Anwesenheit des Militärgeländes von Marche in der Nähe des Geländes kein Hindernis für die Eintragung eines gemischten Gewerbegebietes darstellt, weil das bereits bestehende gemischte Gewerbegebiet bereits neben dem Militärgelände liegt, genau wie ein Freizeitgebiet mit Wohnsitzen, wobei das Gelände nicht mit irgendeiner Kläreinrichtung für Abwässer ausgestattet ist;

In der Erwägung, dass vor allem festgehalten werden muss, dass die Verträglichkeitsprüfung die von der CRAT vorgeschlagene Ansiedlungsvariante nicht in Betracht gezogen hat, weil sie nicht den wesentlichen Grundsätzen entspricht, welche die Suche nach diesen Alternativen prägen, aufgrund ihrer Nähe zum Gebiet "Natura 2000" und der entsprechenden Einschränkungen;

In der Erwägung, dass darüber hinaus die Anwesenheit von städtischen Gebieten in der Nähe des Militärgeländes, das eingerichtet wurde, bevor das Gelände zur geschützten Zone erklärt wurde, nicht die Ansiedlung weiterer städtischer Gebiete rechtfertigt; dass ganz im Gegenteil bereits jetzt alle notwendigen Maßnahmen getroffen werden müssen, um zu gewährleisten, dass die Umwelt nicht beschädigt wird, um einen verbesserten Schutz der Zone Natura 2000 und des Baches Heur, der die vorgeschlagene Variante durchquert bevor er in das Gebiet Natura 2000 fließt zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass ferner die Bestimmung des vorgesehenen Gebietes ganz besonderer Art ist, dass sie andere Bedürfnisse erfüllen müssen als die, die in dem gemischten Gewerbegebiet von Marche erfüllt werden; dass anderenfalls die Eintragung eines neuen Gebietes zu einem Wettbewerb mit den bereits bestehenden Gebieten führen würde;

In der Erwägung, dass aus diesen Gründen die Ansiedlungsvariante der CRAT nicht ausreichend rechtfertigt ist, dass sie es nicht erlaubt, die Ziele der Regierung zu erfüllen und dass sie nicht berücksichtigt werden kann;

Untersuchung der Abgrenzungs- und Umsetzungsvarianten

In der Erwägung, dass in der Verträglichkeitsprüfung keine Abgrenzungsvarianten festgehalten worden sind;

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Erlass vom 18. September 2003 der Meinung war, dass sich aus dieser Vergleichsstudie ergibt, dass die beste Lösung zur Erfüllung ihrer Ziele darin bestünde, den ursprünglichen Entwurf zu berücksichtigen; dass diese Schlussfolgerung also immer noch aktuell ist;

Berücksichtigung der allgemeinen Empfehlungen des Wallonischen Umweltrates für Nachhaltige Entwicklung (CWEDD)

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe von allgemeinen Bemerkungen über das Revisionsverfahren und allgemeine Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung des Entwurfes abgegeben hat;

In der Erwägung, dass er an erster Stelle denkt, dass die Bewertung für die Umsetzung des vorrangigen Plans nur dann nachhaltig sein kann, wenn die Ansiedlung der Infrastrukturen mit einer neuen Verträglichkeitsprüfung für die Unternehmensgruppen einhergeht; dass er fordert, dass bei der Ansiedlung von Unternehmen eine Umweltbewertung pro Belegungsphase des Aktivitätsgebietes durchgeführt wird, damit eine globale Vision entstehen kann;

In der Erwägung, dass der CCUE, dessen Durchführung durch Artikel 31*bis* des CWATUP vorgeschrieben wird, eine Gültigkeitsdauer von höchstens 10 Jahren hat; dass mit seiner Erneuerung unbeingt eine neue Untersuchung der Lage notwendig wird und dass die Bestimmungen der praktischen Entwicklung und den zusätzlichen Angaben, die in der Zwischenzeit gesammelt worden sind, angepasst werden können; dass diese erneute Prüfung gegebenenfalls die Gelegenheit bietet, die Verfahren zur Zuweisung oder die Zuweisungsveränderung, die angebracht erscheinen, zu beginnen; dass dieses Verfahren es also ermöglicht, die vom CWEDD gemachten Vorschläge in Betracht zu ziehen;

In der Erwägung, dass der CWEDD ferner an seine Empfehlungen über die Beziehung zwischen Mobilität, Verkehr und Raumordnung erinnert; dass er sich über die Auferlegung über den CCUE der Durchführung eines Mobilitätsplans erfreut, mit dem die Benutzung der sanften Verkehrsmittel und des öffentlichen Verkehrs gefördert wird; dass er darauf drängt, dass die Fußgänger und Radfahrer in den neuen Gewerbegebieten geschützt werden;

In der Erwägung, dass dieser Vorschlag angebracht erscheint; dass vorgeschrieben werden muss, dass diese Sicherung zu den Zwängen des CCUE gehören;

In der Erwägung, dass ferner der Wunsch, dass die neuen Gewerbegebiete auch vom öffentlichen Verkehr bedient werden, nicht mit der von der Regierung geführten Politik im Widerspruch steht; dass das Netz der wallonischen TEC so organisiert ist, dass die wichtigen Orte des Gebietes, in denen Verkehr entsteht, bedient werden, und dass dieser Verkehr, vor allem ein Straßenverkehr, sich einfach der Entwicklung der Orte, die diesen Verkehrsstrom verursachen, anpassen kann, ohne erhebliche Investitionen; dass andererseits aufgrund der strukturellen Kosten die Eisenbahn nur für lange Strecken und hohe Volumen eine nachhaltige Lösung für das Mobilitätsproblem darstellt; dass für den meist individuellen Verkehrsbedarf der KMU, die sich in den zu schaffenden Gewerbegebieten ansiedeln werden, die Eisenbahn nur in Kombination mit anderen Verkehrsmitteln benutzt werden kann, die vor allem die Straße benutzen; dass deshalb die Intermodalität Eisenbahn-Straße, die in die vom CCUE auferlegten Mobilitätsplänen integriert wird, es ermöglicht, die vom CWEDD definierten Ziele der nachhaltigen Mobilität zu erfüllen;

Besondere Betrachtungen

In der Erwägung, dass deshalb einige ganz besondere Elemente berücksichtigt werden müssen

— Übereinstimmung des Entwurfes mit dem SDER

Im Vorentwurf war die Regierung der Meinung, dass die Eintragung des Gewerbegebietes mit den Grundsätzen des SDER übereinstimmt, da die Gemeinde Somme-Leuze sich, auch wenn sie sich nicht in einen von der räumlichen Struktur des SDER definierten Pol einträgt, doch in ein Gebiet des Eingriffs der Europäischen Entwicklungsfonds einträgt (2000-2006).

Ferner, unter der Feststellung, dass der Entwurf nicht die Neuausrichtung der Verstädterung fördert, hat die Regierung beschlossen vorzusehen, dass das vorgesehene Gebiet nur Unternehmen der Industriefertigung, die ihre Entwicklung auf Ressourcen des ländlichen Umfeldes stützen, aufnehmen kann. Die Regierung ist ferner der Ansicht, dass der Entwurf auf keinen Fall die zentrale Rolle von Marche-en-Famenne in Frage stellt, da er die Aufnahme von Industrieunternehmen ermöglicht, die zu bedeutenden Belästigungen, unter anderem dem verursachten Verkehr, führen, um in einem städtischen Umfeld angesiedelt zu werden. Diese Aktivitäten gehören nicht zu den Aktivitäten, die zur Polarisierung der Stadtzentren beitragen.

Die Verträglichkeitsstudie hat diese Analyse bestätigt und festgehalten, dass:

- die Gemeinden von Dinant, Ciney und Marche-en-Famenne als Pol im SDER betrachtet werden;
- die Gemeinden von Rochefort, Marche und Ciney als Ankerpunkt des Eurokorridors Brüssel-Luxemburg im SDER betrachtet werden;
- die Gemeinde Beauraing als Unterstützungspol in ländlicher Umgebung im SDER betrachtet wird.

Die CRAT bestreitet die Nachhaltigkeit dieser Analyse und denkt, dass der Entwurf nicht den Kriterien des SDER entspricht, da die Gemeinde von Somme-Leuze nicht in Betracht gezogen wird. Sie denkt auch nicht, dass der Entwurf zur Neuausrichtung der Verstädterung beiträgt. Sie bestreitet die Begründung der Regierung, die ebenfalls vom Autor der Verträglichkeitsprüfung berücksichtigt wird, laut der die Öffnung des Pols von Marche in Richtung Lüttich gefördert werden muss auf Grundlage der Straße N63 und dass unterschiedliche Nachfragen als die in Marche berücksichtigt werden müssen.

Der Wallonische Umweltrat für Nachhaltige Entwicklung denkt, dass die Option der Regierung sich nicht an der räumlichen Struktur des SDER beteiligt, weil sie sich nicht in einen Pol des SDER einträgt, weil die Gemeinde Somme-Leuze weder einen Pol noch einen Ankerpunkt darstellt, noch sich in einem Eurokorridor befindet. Er prangert auch die Tatsache an, dass der Entwurf sich nicht an der Neuzentrierung der Verstädterung beteiligt. Er denkt ebenfalls, dass der Wille der Regierung, den Pol Marche in Richtung Lüttich über die Achse der N63 zu öffnen, nicht nachhaltig ist.

Die Regierung stellt jedoch fest, dass weder CRAT noch der CWEDD die Gründe darstellen, warum die Argumente der Regierung zur Rechtfertigung der Ansiedlung des Entwurfes, die teilweise von den Richtlinien der SDER abweichen, nicht nachhaltig wären.

Der SDER stellt eine Norm mit indikativem Wert dar. Ganz besonders hinsichtlich der Ankerpunkt hält der SDER fest, dass die Eingangspunkte oder Ankerpunkte als Beispiele genannt worden sind und dass andere Orte aufgrund ihrer Eigenschaften und lokalen Potentiale in Frage kommen.

Die Regierung betrachtet mehrere Elemente, die oben genannt worden sind und die rechtfertigen, dass die Grundlagen im SDER nicht immer vollständig eingehalten werden. Diese im Entwurf festgehaltenen Nuancen zu gewissen Grundsätzen des SDER werden durch die Notwendigkeit rechtfertigt, dass andere Grundsätze der Regierung für die Ausrichtung ihrer Aktion berücksichtigt werden wie die Grundsätze im CAWA oder in der regionalen Politikerklärung.

— Zugänglichkeit und Multimodalität

Im Vorentwurf geht die Regierung davon aus, dass das Gebiet eine hervorragende Zugänglichkeit zur N63 Lüttich – Marche en Famenne darstellt, die in das RGGIII eingetragen ist, über die bestehende Ausfahrt/Zufahrt; dass, auch wenn das Gebiet des Entwurfes nicht an die Straßenbahn gebunden ist, die im Gebiet zugelassenen Unternehmen (Unternehmen der Industrieproduktion, deren Entwicklung auf ländlichen Ressourcen beruht) ebenfalls die Dienstleistungen der multimodalen Plattform von Lüttich-Renory ausnützen können. Die Regierung hat ebenfalls berücksichtigt, dass das industrielle Gewerbegebiet von Marche-en-Famenne II (Aye), das von IDÉLUX verwaltet wird, großen Unternehmen vorbehalten ist und leicht mit der Eisenbahn verbunden werden kann (Linie 162).

Die Regierung hat festgehalten, dass das Gelände von zwei Bussen befahren wird.

Die Verträglichkeitsprüfung hat diese Analyse bestätigt und die Aufmerksamkeit auf das Interesse gelenkt, einen direkten Zugang zum Gelände über die RN 929 statt über die RN63 aufgrund der Geschwindigkeit auf dieser Straße vorzusehen.

Die CRAT ist mit dieser Analyse einverstanden.

Im Gegensatz dazu denkt der CWEDD, dass der Zugang über die R929 keine gute Lösung aufgrund der engen Straße ist.

Unter Berücksichtigung der verschiedenen Gutachten wird im CCUE, der laut Artikel 31 des CWATUP aufgestellt wird, eine angemessene Lösung vorgeschlagen, mit der ein praktischer und sicherer Zugang zum Gebiet über die Straße ermöglicht wird.

— Störung der Natur, des Kulturerbes und der Landschaft

Im Vorentwurf denkt die Regierung, dass der Entwurf keine Störung

- für ein denkmalgeschütztes Gebäudekulturerbe
- für ein Präventivwasserentnahmegebiet,
- für einen Umkreis mit landschaftlichem Interesse darstellt.

Es wird auch festgestellt, dass der Entwurf sich nicht im Umkreis des Militärgeländes von Marche-en-Famenne befindet, für den der Status Natura 2000 vorgeschlagen wird, und dass der Umkreis des Entwurfes so festgelegt worden ist, um keine Störung des kleinen Wasserlaufes darzustellen, dessen Schutz der Gewässer mit Lachsen und Cypriniden von der Generaldirektion der Natürlichen Ressourcen und der Umwelt vorgeschlagen worden ist. Ferner würden angemessene Schutzmaßnahmen ausreichen, um zu vermeiden, dass die zugelassenen Aktivitäten im Gebiet eine Störung verursachen.

Die Verträglichkeitsprüfung hat hervorgehoben, dass der Vorentwurf visuelle Auswirkungen von der N63 und der N929 hat.

Die CRAT schließt sich dieser Analyse an. Sie zeigt, dass vor allem von der N63, die höher liegt, das Gelände eine visuelle Perspektive und eine typische Landschaft der Famenne stören würde. Sie bedauert, dass die Verträglichkeitsstudie keine tiefergehende Landschaftsanalyse durchgeführt hat.

Der CWEDD denkt, dass die Einrichtung eines Gewerbegebiets landschaftliche Folgen auf das Gelände haben würde, das doch bemerkenswerte natürliche und ländliche Eigenschaften aufweist.

Die Regierung unterstreicht in diesem Zusammenhang, dass Artikel 30 des wallonischen Gesetzbuches die Durchführung von Abtrennumkreisen oder -systemen auferlegt, die es gegebenenfalls ermöglichen, die bebauten oder nicht bebauten Nachbarschaft so gut wie möglich vor allem vor den visuellen Auswirkungen des vorgesehenen Gewerbegebietes zu schützen.

Der CCUE, der laut Artikel 31*bis* des CWATUP eingerichtet werden müsste, könnten angemessene Lösungen vorschlagen, um die visuelle Perspektive und die typische Landschaft der Famenne vor allem von der N63 zu wahren.

— Der Wasserhaushalt

Die Verträglichkeitsprüfung unterstreicht die Anwesenheit einer Wasserentnahme in einer Entfernung von weniger als 2000 m vom Zentrum des untersuchten Gebietes.

Der CWEDD lenkt auch die Aufmerksamkeit auf eine andere Wasserentnahme 858 m vom Gelände entfernt.

Die Einhaltung der Gesetzmaßnahmen laut Artikel 18 bis 23 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers, vervollständigt durch den Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1995 lässt vermeiden, dass die Wasserentnahme gestört wird.

Der CWEDD richtet auch seinen Augenmerk auf die Abwässerkanäle, die im Gebiet eingerichtet werden müssen, aufgrund der reduzierten Kapazität der bestehenden Kläranlage, und auf die Schwierigkeiten, die mit dem Abfließen der geklärten Gewässer in das hydrographische Netz entstehen.

Diese Punkt war nicht Gegenstand von besonderen Bemerkungen der CRAT.

Im CCUE wird ein angemessenes System definiert, um eine korrekte Klärung der Abwässer des Gebietes zu ermöglichen, auch unter Berücksichtigung der oben genannten Umweltbedingungen.

— Physische Einschränkungen

Im Vorentwurf hat die Regierung festgehalten, dass die fraglichen Grundstücke sich innerhalb des Gebietes der Konzession der Metallminen von Durbuy befindet, die zahlreiche verbreitete Abbaustellen zählt, und dass darüber hinaus keine bedeutenden physischen Einschränkungen zu vermelden seien.

Die Verträglichkeitsprüfung hat im südöstlichen Teil des Geländes ein Überschwemmungsrisiko festgestellt.

Demzufolge muss im vom Betreiber aufzustellenden CCUE die Bestimmung der in Frage kommenden Gebiete auferlegt werden.

Begleitmaßnahmen

In der Erwägung, dass Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorsieht, dass die Eintragung eines neuen Gewerbegebietes entweder mit der Neuzuweisung der nicht benutzten Gewerbegebiete oder mit der Annahme von günstigen Maßnahmen für den Umweltschutz oder mit einer Verbindung dieser beiden Begleitmaßnahmen einhergeht.

In der Erwägung, dass die Begleitmaßnahmen einerseits der Umweltqualität des Umkreises, welcher der Verstädterseite gewidmet ist, und andererseits dem objektiven Beitrag dieser Begleitmaßnahmen entsprechen müssen.

In der Erwägung, dass die Rehabilitierung der verlassenen Gewerbegebiete ein wichtiger Teil der umweltgebundenen Begleitmaßnahmen darstellt;

In der Erwägung, dass die Regierung im Rahmen der Begleitmaßnahmen zur vorliegenden Revision des Sektorenplans die Neuzuweisung von gewissen verlassenen Gewerbegebieten vorsieht;

In der Erwägung, dass in der Bewertung des Verhältnisses zwischen den Begleitmaßnahmen und dem Entwurf der Eintragung eines neuen Gewerbegebietes es vernünftig ist, einerseits die unterschiedlichen Auswirkungen der Rehabilitierung der verlassenen Gewerbegebiete entsprechend ihrer Ansiedlung und ihrer Verseuchung und andererseits die Umweltauswirkungen der Schaffung eines neuen Gewerbegebietes, die je nach Eigenschaften und Situation anders sind, zu berücksichtigen; dass dementsprechend unter Einhaltung des Grundsatzes der Proportionalität eine schwere Rehabilitierung mehr Gewicht hat als die Rehabilitierung eines weniger verschmutzten Geländes, dass die Auswirkungen der umweltfreundlichen Maßnahmen entsprechend der zu erwartenden Folgen bewertet werden müssen und dass diese Maßnahmen wichtiger sein müssen als die Schaffung eines neuen Geländes, mit weniger Auswirkungen auf die Umwelt.

In der Erwägung, dass hier, da keine Elemente vorliegen, die eine objektive Bewertung der Faktoren zur vollständigen Einschätzung dieser Gewichte und Auswirkungen ermöglichen, die Regierung es für angebracht hält, um die Bestimmungen von Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP einzuhalten in der Sorge, so weit dies vernünftigerweise möglich ist, die Neuzuweisung der verlassenen Gewerbegebiete zu fördern, eine strenge Auslegung dieses Textes anzunehmen und einen Schlüssel einzuhalten, der ungefähr einen Quadratmeter Neuzuweisung des verlassenen Gewerbegebietes mit einem Quadratmeter nicht besiedelbaren Raumes, der der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten wird, gleichsetzt (unter Abzug jedoch der bereits der wirtschaftlichen Aktivitäten zugewiesenen Flächen, die in nicht besiedelbaren Gebieten klassiert werden);

In der Erwägung, dass die in Artikel 46, § 1, Abs. 2, 3° des CWATUP vorgesehene Begleitung auf regionaler Ebene eingeschätzt werden kann; dass der vorliegende Entwurf sich in einen prioritären Plan einschreibt, der dazu dient, die gesamte Region mit neuen Flächen auszustatten, die der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten sind, so dass der oben genannte Schlüssel also auf globale Weise angewandt werden kann, wobei der Ausgleich zwischen den verschiedenen Flächen aus nicht verstärkterbaren Gebieten erfolgen kann, um wirtschaftliche Aktivitäten zu ermöglichen (unter Abzug der bereits der wirtschaftlichen Aktivität zugewiesenen Gebiete, die erneut in nicht verstärkterbare Gebiete klassiert worden sind) einerseits und den gesamten Flächen der verlassenen Gewerbegebieten andererseits.

In der Erwägung jedoch, dass in der Sorge einer gerechten geographischen Aufteilung es angebracht erscheint, dass darauf geachtet werden muss, dass die neuen Räume, die vom Prioritätsplan der wirtschaftlichen Aktivität vorbehalten sind, auf das gesamte Gebiet der Region verteilt sind, dass die verlassenen Gewerbegebiete auch gleichmäßig verteilt werden;

In der Erwägung, dass die Region, um dieses Ziel zu erfüllen, in fünf ausgeglichene und geographisch homogene Sektoren aufgeteilt worden ist; dass dieser Entwurf also für eine Projekteinheit gilt (Sambreville – Tamines, Namur – Rhisnes – Suarlée, Namur – Bouge – Champion, Chimay – Baileux, Namur – Malonne et Sambreville – Moignelée);

In der Erwägung, dass die Regierung als Begleitmaßnahmen die Neuzuweisung folgender Gelände vorsieht:

— ANDENNE	Brenner
— ANDENNE	Carrières et fours à chaux Deceuninck
— ANHEE	Usine à cuivre de Rosée
— BRAIVES	Moulin Hosdent
— BRAIVES	Etablissements Brichart
— CHIMAY	Laiterie des Forges
— CINEY	Pharmacies populaires E.P.C. Familia
— CINEY	Château Chaput
— COUVIN	Usines Donnay
— COUVIN	Brasserie St-Antoine
— COUVIN	Agence en douane de Brûly
— DINANT	Centre de Formation Patria
— DINANT	Lainière La Dinantaise
— DINANT	Filature de Bouvignes
— FERNELMONT	Fours électriques
— FLOREFFE	Glaceries St-Roch
— GEDINNE	Scierie Buchholtz
— GEMBLOUX	Coutellerie Pierrard
— GEMBLOUX	Coutellerie Chapelle Marion
— GEMBLOUX	Ateliers Colson
— HASTIERE	Gare d'Hastière
— MOMIGNIES	Scierie Degive
— NAMUR	Imprimerie AMP

— NAMUR	Scierie Humblet
— NAMUR	Etablissements Pàque
— NAMUR	Moulin A.C.B.I.
— NAMUR	Pâques
— ROCHEFORT	Atelier des locomotives
— ROCHEFORT	Scierie Devillers
— VIROINVAL	Fours à chaux
— VIROINVAL	Fours à chaux de Nismes
— YVOIR	Etablissement Tasiaux
— YVOIR	Carrière la Rochette
— MONT-SAINT-GUIBERT	Papeteries de Mont-St-Guibert I
— BINCHE	Abattoir
— BINCHE	Lavoir du Centre
— TUBIZE	Clabecq (sud)

die eine gleiche Fläche darstellen;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der für den Umweltschutz günstigen Maßnahmen die CWEDD unterstreicht, dass Artikel 46, § 1^{er}, Absatz 2, 3° des CWATUP es nicht ermöglicht, Schutzmaßnahmen einzuführen, die unter Anwendung entweder des CWATUP oder einer anderen gültigen Gesetzgebung auferlegt werden müssen; dass die Regierung jedoch unterstreichen will, dass sie im Sinne des Umweltschutzes neben der Umsetzung des Pioritätsplans, in dessen Rahmen der vorliegende Erlass sich einträgt, einen neuen Artikel 31bis des CWATUP eingeführt hat, der vorsieht, dass jedes neue Gewerbegebiet von einem CCUE begleitet werden muss, der die Übereinstimmung des Gebietes mit der Umwelt vorsieht;

In der Erwägung, dass die von diesem Artikel auferlegte Pflicht demnach mehr als erfüllt ist;
CCUE

In der Erwägung, dass kraft Artikel 31 des CWATUP ein CCUE vor der Umsetzung des Gewerbegebietes aufgestellt werden muss, entsprechend der Leitlinien des Ministerrundschreibens vom 29. Januar 2004;

In der Erwägung, dass der CWEDD in seinen verschiedenen Gutachten eine Reihe von allgemeinen Empfehlungen über die eventuelle Umsetzung des Entwurfes ausgedrückt hat, insbesondere im Bereich der Wasserverwaltung, der Abfälle der Erdbewegungen, der Verfolgung der landwirtschaftlichen Nutzung, die von diesem Entwurf beeinflusst wird, der Mobilität und der Zugänglichkeit, der landschaftlichen Integration und der Integration in die Vegetation;

In der Erwägung, dass die Regierung diesen Empfehlungen vorgegriffen hat, zuerst durch Vorschlag an das Parlament, Artikel 31bis des CWATUP zu verabschieden, der ein CCUE vorsieht, und danach durch die Definition des Inhaltes dieses CCUE im Rundschreiben vom 29. Januar 2004;

In der Erwägung, dass gewisse Empfehlungen des CWEDD Präzisierungen beibringen, die angebracht erscheinen, entweder auf allgemeiner Ebene oder für den vorliegenden Entwurf, entsprechend der darin beschriebenen Eigenschaften; dass sie deshalb vom Autor des CCUE berücksichtigt werden müssen;

In der Erwägung dementsprechend, dass der CCUE auf jeden Fall folgende Elemente enthalten muss:

- die getroffenen Maßnahmen, um eine angemessene Behandlung der Gewässer zu ermöglichen, insbesondere der Abwässer, unter Berücksichtigung der oben genannten Umwelteinschränkungen und der Überschwemmungsgebiete;
- die Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der visuellen Perspektive und der typischen Landschaft der Famenne, vor allem von der N63 aus;
- ein progressiver Belegungsplan des Gebietes, Sektor pro Sektor;
- Maßnahmen zur Mobilität, in und außerhalb des Gebietes, der Güter und Personen, einschließlich die Absicherung der den Fußgängern und Radfahrern vorbehaltenen Räume und die Festlegung eines praktischen und sicheren Zugang zum Gebiet über die Straße;
- die Bestimmung fähiger Gebiete;

Schlussfolgerung

In der Erwägung, dass sich aus allen Entwicklungen ergibt, dass der vorliegende Entwurf am besten in der Lage ist, unter Einhaltung der im Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über Raumordnung, Städtebau und Kulturerbe, den Raumbedarf für die wirtschaftlichen Aktivitäten im betroffenen Einzugsgebiet zu erfüllen;

Nach Beratung;

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung, Städtebau und Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet endgültig die Revision des Sektorenplans von Dinant-Ciney-Rochefort, der die Eintragung in das Gebiet der Gemeinde Somme-Leuze (Noiseux und Baillonville) (Karte 54/4):

- eines industriellen Gewerbegebietes vorsieht.

Art. 2 - Die Revision wird entsprechend des Plans in der Anlage verabschiedet.

Art. 3 - Der CCUE, der laut Artikel 31bis des CWATUP aufgestellt wird, enthält auf jeden Fall folgende Elemente:

- die getroffenen Maßnahmen, um eine angemessene Behandlung der Gewässer zu ermöglichen, insbesondere der Abwässer, unter Berücksichtigung der oben genannten Umwelteinschränkungen und der Überschwemmungsgebiete;
- die Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der visuellen Perspektive und der typischen Landschaft der Famenne, vor allem von der N63 aus;
- ein progressiver Belegungsplan des Gebietes, Sektor pro Sektor;

- Maßnahmen zur Mobilität, in und außerhalb des Gebietes, der Güter und Personen, einschließlich die Absicherung der den Fußgängern und Radfahrern vorbehaltenen Räume und die Festlegung eines praktischen und sicheren Zugang zum Gebiet über die Straße;
- die Bestimmung fähiger Gebiete;

Art. 4 - Der Minister für Raumordnung ist mit der Umsetzung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, 22. April 2004.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister für Raumordnung, Städtebau und Umwelt,
M. FORET

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes, und bei der betroffenen Gemeindeverwaltung eingesehen werden.

Das Gutachten des CRAT ist hiernach veröffentlicht.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2004/27128]

22 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan van Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Somme-Leuze (Noiseux en Baillonville) (blad 54/4S)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, o.a. artikelen 22, 23, 30, 35, 37, 41 tot 46 en 115;

Gelet op het Schéma de développement de l'espace régional (SDER) goedgekeurd door de Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1979 tot vaststelling van het gewestplan van Dinant-Ciney-Rochefort, o.m. gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2002 tot vaststelling van het gewestplan van Dinant-Ciney-Rochefort en tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van plan met het oog op de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Somme-Leuze (Noiseux en Baillonville) (plaat 54/4S);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003 tot goedkeuring van het herzieningontwerp van het gewestplan van Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Somme-Leuze (Noiseux en Baillonville) (plaat 54/4S);

Gelet op het openbare onderzoek dat werd gehouden van 18 oktober tot 1 december 2003 en die geen klacht of opmerking heeft uitgelokt;

Gelet op het gunstige advies van de gemeenteraad van Somme-Leuze van 22 december 2003;

Gelet op het ongunstige advies houdende de herziening van het gewestplan van Dinant-Ciney-Rochefort met het oog op de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Somme-Leuze (Noiseux en Baillonville) (plaat 54/4S) uitgevaardigd door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening op 5 maart 2004;

Gelet op het ongunstige advies voor de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte te Somme-Leuze van de CWEDD (Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable) (tegenhanger Vlaamse MiNa-raad) op 4 maart 2004;

Validatie van het milieueffectenrapport

Overwegende dat, in haar beslissing van 18 september 2003, de Regering heeft gemeend dat in het milieueffectenrapport alle elementen stonden die noodzakelijk waren voor de beoordeling van de opportuniteit en de afstemming van het ontwerp, en heeft het dus als volledig beschouwd;

Overwegende dat de CWEDD meent dat de kwaliteit van het door de auteur van de studie afgeleverde werk bevredigend was, ook al betreft hij sommige gebreken, formele tegenstrijdigheden of onduidelijkheden, die echter niet van die aard zijn om de beoordeling van het ontwerp ongeldig te maken, aangezien de Regering over alle noodzakelijke feitelijke elementen beschikte om tot een beslissing te komen;

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat het milieueffectenrapport onvoldoende is maar dat er geen andere significante gebreken in staan;

Overwegende dat, zoals de Regering reeds heeft geformuleerd in haar besluit van 18 september 2003, duidelijk blijkt dat het milieueffectenrapport voldoet aan artikel 42 van het CWATUP en aan het lastenboek;

Afstemming van het ontwerp op de behoeften

Overwegende dat het de doelstelling van de Regering is, op korte termijn te voldoen aan de behoeften aan de geschatte nodige ruimte voor economische activiteit naar het jaar 2010 toe;

Overwegende dat, op basis van een door de DGEE (Direction générale de l'économie et de l'emploi) opgemaakt rapport en de analyse ervan, de Regering in haar besluit van 18 oktober 2002, heeft gemeend dat het grondgebied van het Bureau Economique de la Province de Namen (BEPN) in drie subruimtes moest worden onderverdeeld welke met de drie administratieve arrondissementen van de provincie Namen overeenkomen; dat zij heeft gemeend dat voor het arrondissement Dinant de globale behoefte aan terreinoppervlakte bestemd voor economische activiteit op tien jaar op ongeveer op 24 hectare netto-oppervlakte wordt geschat; daarbij moest forfaitair 10% worden bijgerekend voor de noodzakelijke technische uitrusting van het gebied, in totaal dus ongeveer 26,4 hectare in te schrijven bedrijfsruimte;

Overwegende dat het milieueffectenrapport deze analyse in twijfel heeft getrokken, aangezien het arrondissement Dinant enerzijds geen voldoende homogeen gebied zou vormen in termen van socio-economische ontwikkeling en milieu, en dat deze afbakening anderzijds geen rekening zou houden met de economische pool van Marche-en-Famenne die nochtans grenst aan de gemeente Somme-Leuze; dat bijgevolg de gemeenten die door het milieueffectenrapport binnen het referentiegebied zijn opgenomen de volgende zouden moeten zijn : Somme-Leuze, Dinant, Ciney, Marche-en-Famenne, Rochefort, Beauraing en Houyet; dat het milieueffectenrapport de behoeften van dit referentiegebied tot 21,5 hectare bruto-oppervlakte herleidt, zoals geherdefinieerd binnen het door de Regering bepaalde tijdsbestek;

Overwegende dat het milieueffectenrapport de relevantie van het ontwerp niet in twijfel heeft getrokken;

Overwegende dat, indien de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat het referentiegebied, ook al is het door de auteur van het milieueffectenrapport geherdefinieerd, niet relevant is, aangezien ze meent dat de gebieden ten westen van de E411 (Dinant, Houyet en Beauraing) geen deel uitmaken van het polarisatiegebied Somme-Leuze, ze de beoordeling van de behoeften niet in twijfel trekt;

Overwegende dat afgezien daarvan haar opmerking moet worden gerelativeerd : conform het SDER moet de E411 niet worden gezien als een scheidingslijn tussen de bedrijfsruimtes maar wel als een element van ontwikkeling, de autosnelweg vormt immers een eurocorridor;

Overwegende dat het redelijk lijkt te erkennen dat zelf de gemeenten die ten westen van de E411 liggen deelnemen aan een economisch bekken waarvan de gemeente Somme-Leuze deel uitmaakt;

Overwegende dat, de Regering meent dat, om de behoeften te evalueren, ook rekening moet worden gehouden met haar voluntaristische politiek de economische activiteit in bepaalde delen van het Gewest te promoten;

Validatie van het ontwerp

Overwegende dat, met de bedoeling terreinen prioritair te bestemmen voor economische activiteit om te beantwoorden aan de behoeften van ontwikkeling van regionaal belang, het besluit van 18 oktober 2002 is gebaseerd op de overweging dat de Regering de opening van de pool van Marche in de richting van Luik, regionale metropool, wil steunen, door gebruik te maken van de N63, die deel uitmaakt van de RGGIII, en door zich te baseren op het feit dat het onmogelijk is het gebied van Baillonville uit te breiden; dat is verzaaid door de aanwezigheid van het militaire domein van Marche, geklasseerd als « natura 2000 » gebied, dat het omsluit;

Overwegende dat het milieueffectenrapport heeft gemeend dat de optie van voorontwerp van wijzigingplan gegrond is, voor wat betreft de inschrijving van een gemengde bedrijfsruimte en een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Somme-Leuze (Noiseux en Baillonville) (plaat 54/4S);

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening van haar kant meent dat het gebied niet beantwoordt aan de prioritaire behoeften van de regionale belangen; dat het industriële kader van het gebied niet geschikt zou zijn om te voldoen aan de behoeften van een landelijke gemeente zoals Somme-Leuze; dat noch de Regering noch de auteur van het milieueffectenrapport de specialisatie van het gebied voor bedrijven die hun ontwikkeling baseren op de middelen van het natuurlijke milieu, concreet definiëren; dat die specialisatie bovendien op een ongepaste manier het actieveel van de ondernemingen die zich in het gebied zouden kunnen vestigen zou beperken;

Overwegende dat het ontwerpgebied het mogelijk moet maken te beantwoorden aan vraag naar grond die verschillend is van de beschikbaarheden die de bedrijfsruimtes van Marche-en-Famenne bieden : gemengde bedrijfsruimte van de Famenne, industriële bedrijfsruimte van Aye voorbehouden voor grotere ondernemingen; dat de industriële activiteiten die zich in het nieuwe gebied zullen kunnen vestigen te grote hinder zouden veroorzaken; dat ze dus moeten worden gelokaliseerd in een minder dichtbevolkte omgeving; dat die activiteiten in elk geval niet zullen bijdragen tot de polarisatie die stadscentra uitoefenen;

Overwegende bovendien dat de nodige maatregelen moeten worden getroffen opdat de activiteiten die zich in het gebied zullen vestigen niet volledig vreemd zouden zijn aan de activiteiten die reeds aanwezig zijn in de omgeving, om eventueel lokale synergieën mogelijk te maken; dat die specialisatie van het gebied het nochtans mogelijk moet maken activiteiten te vestigen die voldoende gevarieerd zijn om een effectieve bezetting te garanderen en een spaarzaam omgaan met de bodem mogelijk maken;

Overwegende bijgevolg dat Regering afziet van het behoud van het bijkomende voorschrift S19 dat op het gebied van toepassing is : « Ondernemingen die in de industriële bedrijfsruimte *S 19 mogen worden toegelaten moeten hun ontwikkeling baseren op de middelen van de landelijke omgeving »;

Overwegende dat dit voorschrift inderdaad als gevolg zou hebben op een al te strikte manier de in het gebied toegelaten activiteiten te beperken, om er het gebruik van te verzekeren, wat tegenstrijdig zou zijn met het principe van spaarzaam omgaan met de bodem;

Onderzoek van de alternatieve locaties

Overwegende dat, conform artikel 42, alinea 2, 5° van het Waalse Wetboek, en het speciale lastenboek, het milieueffectenrapport op zoek is gegaan naar alternatieven; dat die alternatieven kunnen slaan op de lokalisatie, de afbakening of de toepassing van het in het ontwerp van het gewestplan in te schrijven gebied;

Overwegende dat de auteur van de studie een alternatieve locatie heeft gevonden en bestudeerd; dat het gaat om de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte te Marloie, in uitbreiding van de industriële bedrijfsruimte van Marloie;

Overwegende dat dit alternatief beslist enkele voordelen vertoont : naleving van de ruimtelijke structuur van het SDER; uitbreiding van een industriële bedrijfsruimte; goede bereikbaarheid via de weg en het spoor; dat de site toch een aantal aanzienlijke nadelen heeft : er zijn 5 waterwinningsgebieden geteld op een afstand van minder dan 2000 m van het centrum van de studie van dit gebied; de site bestaat uit landbouwgronden van uitstekende kwaliteit (Aba); over het hele gebied werd de aanwezigheid van karst vastgesteld, mijnactiviteiten op of in de buurt van de site; in het zuiden van de site is er een aanzienlijk gevaar op overstroming vastgesteld; langs de N836 is er een ophoging; het kasteel van Hassomville tenslotte ligt vlakbij de site; dat het besluit van 18 september 2003 bijgevolg niet voor dit alternatief heeft geopteerd;

Overwegende dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening na een korte analyse voorstelt te opteren voor een ander lokalisatiealternatief, in uitbreiding van de bestaande gemengde bedrijfsruimte tot aan het kruispunt met de N 63 en de N929; dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening er de inplanting van een gemengde bedrijfsruimte voorstelt, eerder dan een industriële bedrijfsruimte die beter aan de behoeften van een landelijke gemeente zoals Somme-Leuze zal beantwoorden; dat ze meent dat de impact op het landschap van dit alternatief geringer zou zijn dan de impact van het door de Regering gekozen gebied; dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat om de beek Heur te behouden, die een zeker ecologisch belang heeft, er redenen zouden zijn om een bijkomend voorschrift te bepalen; dat de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening meent dat de aanwezigheid van het militaire domein van Marche dat aan de site paalt, geen vernietigende hindernis vormt voor de inschrijving als gemengde bedrijfsruimte, omdat de bestaande gemengde bedrijfsruimte reeds naast het militaire domein ligt, net als een ontspanningsgebied dat residentieel wordt bezet, zonder dat er ook maar een waterzuivering-systeem op de site aanwezig is;

Overwegende dat er moet worden op gewezen dat het milieueffectenrapport niet heeft geopteerd voor het door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening voorgestelde lokalisatiealternatief omdat het niet beantwoordde aan de fundamentele principes die richtinggevend zijn voor het onderzoek naar die alternatieven, gelet op de nabijheid van het « natura 2000 » gebied en de schade die het gebied zou ondervinden;

Overwegende bovendien dat de aanwezigheid van bebouwbare gebieden in de nabijheid van het militaire domein, waarvan de inplanting is gebeurd voor de klassering van de site als beschermd gebied, geen reden is om er nieuwe bebouwing aan toe te voegen; dat wel in tegendeel alle nuttige maatregelen moeten worden genomen om er zeker van te zijn dat het milieu niet zal worden aangetast en om de bescherming van het gebied Natura 2000 en van de beek Heur, die door het voorgestelde alternatieve gebied loopt alvorens door het Natura 2000 te lopen, te verbeteren;

Overwegende overigens dat de roeping van het ontwerpgebied specifiek is; dat ze moet beantwoorden aan behoeften die verschillend zijn van deze die binnen de gemengde bedrijfsruimte van Marche aanwezig zijn; dat bij gebrek daaraan de inschrijving van het nieuwe gebied voor concurrentie zou zorgen met de reeds bestaande gebieden;

Overwegende om deze redenen dat het door de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening voorgestelde lokalisatiealternatief niet voldoende is gerechtvaardigd; dat er niet kan worden beantwoordt aan de behoeften van de doelstellingen van de Regering en er dus niet kan worden voor gekozen;

Onderzoek van de alternatieve afbakeningen en toepassingen

Overwegende dat het milieueffectenrapport geen alternatieve afbakening heeft kunnen afleiden.

Overwegende dat de Regering in haar besluit van 18 september 2003 heeft gemeend dat uit dit vergelijkende onderzoek bleek dat de beste oplossing om aan de doelstellingen te beantwoorden erin bestond voor het initiële ontwerp te opteren; dat dit besluit dus actueel blijft;

Rekening houden met de algemene aanbevelingen van de CWEDD

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene beschouwingen heeft geuit inzake de herzienings- en algemene aanbevelingsprocedure betreffende de eventuele toepassing van de ontwerpen;

Overwegende om te beginnen dat hij meent dat het evaluatiewerk voor de uitvoering van het prioritaire plan pas relevant zal zijn indien de inplanting van de structuren afhankelijk wordt gemaakt van een nieuwe evaluatie van de gevolgen eigen aan de bedrijvengroep; dat hij vraagt dat bij de vestiging van bedrijven, er een evaluatie van het milieu wordt uitgevoerd per bezettingsfase van de activiteitenzone om een globale visie te hebben op de schaal ervan;

Overwegende dat het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu waarvan de uitvoering wordt opgelegd door artikel 31bis van het CWATUP, een maximale geldigheidsduur van tien jaar zal hebben; dat de hernieuwing ervan noodzakelijkerwijs een nieuw onderzoek van de situatie zal vergen en een aanpassing van de bepalingen zal mogelijk maken aan de evolutie die op het terrein zal zijn vastgesteld en aan de bijkomende gegevens die intussen zullen zijn verzameld; dat desgevallend van dit nieuwe onderzoek moet worden geprofiteerd om de gepaste procedures in gang te zetten om de bestemming te wijzigen of aan te passen; dat die procedure het dus mogelijk zal maken aan de door de CWEDD geformuleerde suggestie te voldoen;

Overwegende dat de CWEDD vervolgens zijn aanbevelingen over de relatie tussen mobiliteit, transport en ruimtelijke ordening herhaalt; dat hij verheugt is vast te stellen dat via het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, de uitvoering van een mobiliteitsplan wordt opgelegd, dat het mogelijk zal maken het gebruik van zachte vervoersmodi en openbaar vervoer aan te moedigen; dat hij erop aandringt dat het voetgangers- en fietsverkeer in de nieuwe bedrijfsruimtes wordt beveiligd;

Overwegende dat deze suggestie opportuun lijkt; dat dient opgelegd te worden dat die beveiliging deel uitmaakt van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende voor het overige dat de wens om de nieuwe bedrijfsruimtes te bedienen met het openbaar vervoer niet in tegenspraak is met het door de Regering gevoerde beleid; dat het netwerk van de TEC (Waalse vervoersmaatschappij) zodanig is georganiseerd dat de voornaamste plaatsen op het grondgebied die verkeer genereren bediend zijn, en aangezien het essentieel via de weg verloopt, is het zonder hoge investeringen, makkelijk aan te passen in functie van de evolutie van de plaatsen die de stromen genereren; dat anderzijds, gelet op zijn structurele kost, het spoor enkel een oplossing biedt voor de mobiliteitsproblemen als het om lange afstanden en grote volumes gaat; dat voor de meeste individuele transportbehoeften van de KMO's die zich in de nieuw aangelegde bedrijfsruimtes zullen vestigen, het spoor enkel zal kunnen worden gebruikt in combinatie met andere transportmiddelen, vooral via de weg;

dat het dus via een intermodaliteit tussen spoor en weg is, die zal worden opgenomen in de door de Lastenboeken inzake stedenbouw en milieu opgelegde plannen, dat de door de CWEDD vooropgestelde duurzame doelstellingen inzake mobiliteit zullen kunnen worden gehaald;

Bijzondere overwegingen

Overwegende dat met volgende elementen rekening moet worden gehouden :

— Compatibiliteit met het SDER-ontwerp

In het voorontwerp heeft de Regering gemeend dat de inschrijving van de bedrijfsruimte compatibel was met de principes van het SDER omdat indien de gemeente Somme-Leuze zich niet inschrijft in een door de ruimtelijke structuur van het SDER ingeschreven pool, ze wordt opgenomen in een interventiegebied van het Europees Ontwikkelingsfonds (2000-2006).

De Regering heeft er bovendien akte van genomen dat het ontwerp niet bijdroeg tot het herstel van het stadsweefsel en heeft beslist dat het ontwerpgebied slechts ondernemingen in industriële productie mocht ontvangen die hun ontwikkeling baseren op de middelen van de landelijke omgeving. De Regering heeft overigens gemeend dat het ontwerp niet van die aard was om de centrale rol van Marche-en-Famenne in gevaar te brengen omdat het ontwerp het mogelijk maakte industriële bedrijven te ontvangen die te veel hinder veroorzaken, om zich te vestigen in een bebouwde omgeving. Die activiteiten dragen niet bij tot de polarisatie die stadscentra uitoefenen

Het milieueffectenrapport heeft deze analyse bevestigd en verduidelijkt dat :

- de gemeentes Dinant, Ciney en Marche-en-Famenne in het SDER als pool staan opgenomen;
- de gemeentes Rochefort, Marche en Ciney staan in het SDER als ankerpunt op de eurocorridor Brussel-Luxemburg opgenomen;
- de gemeente Beauraing staat in het SDER als steunpool in landelijk gebied opgenomen;

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening betwist de relevantie van deze analyse en meent dat het ontwerp niet beantwoordt aan de criteria van het SDER aangezien de gemeente Somme-Leuze er niet is in opgenomen. Ze betwist tevens dat het ontwerp niet bijdraagt tot het herstel van het stadsweefsel. Ze lijkt de motivering van de Regering te betwisten, welke ook die van de auteur van het milieueffectenrapport was, volgens dewelke de opening van de pool van Marche in de richting van Luik moet worden aangemoedigd waarbij moet worden gesteund op de as van de N63 en volgens dewelke moet worden beantwoordt aan vragen die verschillend zijn van die die kunnen worden beantwoordt in de gebieden van Marche.

De CWEDD meent dat de optie van de Regering niet bijdraagt tot de ruimtelijke structuur van het SDER aangezien de site niet binnen een door het SDER uitgekozen pool ligt, omdat de gemeente Somme-Leuze geen pool of ankerpunt is en niet op een eurocorridor ligt. Hij klaagt tevens aan dat het ontwerp niet bijdraagt tot het herstel van het stadsweefsel. Hij meent tevens dat de wil van de Regering de pool van Marche in de richting van Luik en steunend op de as van de N63 te openen niet relevant is.

De Regering stelt nochtans vast dat noch de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening noch de CWEDD de redenen opgeven waarom de argumenten die de Regering heeft aangehaald om de lokalisatie van het ontwerp te rechtvaardigen en welke gedeeltelijk afwijken van de richtlijnen van het SDER, niet relevant zouden zijn.

Het SDER vormt een norm met een informatieve waarde. Zeker wat de ankerpunten betreft verduidelijkt het SDER dat de onthaal- of ankerpunten als voorbeeld staan aangegeven en dat voor andere plaatsen zou kunnen worden geopteerd in functie van de kenmerken en de lokale mogelijkheden.

De Regering houdt ter zake rekening met verschillende voormelde elementen die rechtvaardigen dat de principes uit het SDER niet alle volledig zijn nageleefd. Deze nuancering door het ontwerp van bepaalde principes van het SDER is gerechtvaardigd door de noodzaak die te verzoenen met andere principes die de Regering heeft vooropgesteld om haar actie te sturen, zoals deze die in het Toekomstcontract staan of in de verklaring van regionaal beleid.

— Bereikbaarheid en multimodaliteit

In het voorontwerp, heeft de Regering gemeend dat het gebied uitstekend bereikbaar was via de N63 Luik-Marche en Famenne, ingeschreven in RGG III, via de bestaande op- en afritten; en dat ook al was het ontwerpgebied niet op het spoor aangesloten, de ondernemingen die zich in het gebied mochten vestigen (ondernemingen van industriële productie die hun ontwikkeling baseren op middelen uit de landelijke omgeving) makkelijk zouden kunnen gebruik maken van de diensten van het multimodale platform van Luik-Renory. Ze heeft er tevens rekening mee gehouden dat de industriële bedrijfsruimte van Marche-en-Famenne II (Aye), beheerd door IDELUX, zou worden voorbehouden voor grote ondernemingen en makkelijk aansluiting zou vinden op het spoor (lijn 162).

De Regering heeft er akte van genomen dat de site door twee bussen wordt bediend.

Het milieueffectenrapport heeft deze analyse bevestigd en de aandacht getrokken op het belang een onmiddellijke toegang naar de site te realiseren via de RN 929 eerder dan via de RN63 gelet op de verkeerssnelheid op deze plaats.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening staat achter deze analyse.

De CWEDD meent daarentegen dat de toegang tot de R929 geen goede oplossing lijkt, gelet op de relatief smalle weg.

Gelet op de verschillende stellingnames zal het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, dat zal worden opgemaakt in uitvoering van artikel 31bis van het CWATUP, geschikte oplossingen voorstellen om via de weg een vlotte toegang naar het gebied en een vlot verkeer erop mogelijk te maken.

— Aantasting van de natuur, het patrimonium en het landschap

In het voorontwerp heeft de Regering gemeend dat het ontwerp

— noch aan een geklasseerd element uit het cultureel vastgoedpatrimonium,

— noch aan een gebied voor waterwinningspreventie,

— noch aan een oppervlakte met landschappelijke waarde, schade toebrengt.

Ze heeft er tevens op gewezen dat het ontwerp niet binnen de oppervlakte van het militaire domein van Marche-en-Famenne lag, voorgesteld om het statuut Natura 2000 te krijgen, en dat de oppervlakte van het ontwerp zodanig was bepaald om geen schade toe te brengen aan een waterloopje waarvan de bescherming van de viswateren met zalm- en karpersachtigen is voorgesteld door de Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Bovendien zouden passende beschermingsmaatregelen volstaan om te vermijden dat de in het gebied toegelaten activiteiten schade zouden veroorzaken.

Het milieueffectenrapport heeft erop gewezen dat het voorontwerp een visuele impact heeft vanaf de N63 en de N929.

De Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening deelt deze analyse. Ze merkt op dat vooral van de N63 die overhangt, de site het visuele kwaliteitszicht en het voor de Famenne typische landschap zou aantasten. Ze betreurt dat het milieueffectenrapport geen grondigere studie van het landschap heeft uitgevoerd.

De CWEDD meent dat de inplanting van de bedrijfsruimte gevolgen zal hebben voor het landschap die een opvallend natuurlijk en landelijk karakter vertoont.

De Regering wijst er in dit verband op dat het artikel 30 van het Waalse Wetboek de uitvoering van oppervlaktes of afzonderingsinfrastructuur oplegt, wat het in dit geval mogelijk zal maken de al dan niet bebouwde omgeving te beschermen tegen de o.a. visuele impact van het ontwerpgebied.

Het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu dat zal worden opgemaakt in functie van artikel 31bis van het CWATUP zal passende oplossingen voorstellen om een visueel perspectief en het typische landschap van de Famenne te vrijwaren, dat vooral zichtbaar is vanaf de N63.

— Waterbeheer

Het milieueffectenrapport heeft gewezen op een de aanwezigheid van een winningsgebied op een afstand van minder dan 2000 m van het centrum van de studie van dit gebied;

De CWEDD vestigt tevens de aandacht op de aanwezigheid van een ander winningsgebied op 858 m van de site.

De naleving van de reglementaire maatregelen die zijn bepaald door artikels 18 tot 23 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 houdende de ondergrondse waterwinnings, de waterwinningsgebieden, de preventie en de bewaking, en de natuurlijke aanvulling van de grondwaterlagen, zoals vervolledigd door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 maart 1995, zal het mogelijk maken te vermijden dat de waterwinning wordt aangetast.

De CWEDD trekt voorts de aandacht op de afwatering die op het gebied zal moeten gebeuren, rekening houdend met de beperkte capaciteit van het bestaande zuiveringstation en de moeilijkheden verbonden met de afvoer van het gezuiverde water in het hydrografische netwerk.

Over dit punt heeft de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening geen bijzondere opmerkingen geformuleerd.

Het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal het gepaste systeem bepalen dat voor een correcte zuivering van het afvalwater van het gebied zal zorgen, rekening houdend met de voormelde milieuconstraintes.

— Fysieke constrainte

In het voorontwerp heeft de Regering erop gewezen dat de terreinen waarvan sprake binnen het gebied lagen van de metaalmijnconcessie van Durbuy, die talrijke exploitaties telt die verspreid liggen, en dat de site voor het overige aan geen enkele andere belangrijke fysieke constrainte was onderworpen.

Het milieueffectenrapport heeft in het zuidoostelijke deel gewezen op overstromingsrisico's.

Bijgevolg moet in het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, dat door de operator moet worden uitgevoerd, de bepaling van de capabele zones worden opgelegd.

Begeleidende maatregelen

Overwegende dat artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalt dat de inschrijving van een nieuwe bedrijfsruimte hetzij de bestemmingswijziging van de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte, hetzij de goedkeuring van andere maatregelen die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu, hetzij een combinatie van die twee begeleidingsmaatregelen inhoudt;

Overwegende dat de begeleidende maatregelen enerzijds moeten afhangen van de intrinsieke milieukwaliteit van de voor bebouwing bestemde oppervlakte en anderzijds van de objectieve inbreng van die begeleidingsmaatregelen;

Overwegende dat de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een van de belangrijkste begeleidingsmaatregelen blijft;

Overwegende dat de Regering, binnen het kader van de begeleidingsmaatregelen bij voorliggende herziening van het gewestplan, een aantal niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes een nieuwe bestemming wil geven.

Overwegende dat, bij de evaluatie van de verhouding tussen begeleidingsmaatregelen en de inschrijvingsontwerpen van nieuwe bedrijfsruimtes, het redelijk is rekening te houden met enerzijds de gedifferentieerde impact van de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes volgens hun locatie en hun vervuiling, anderzijds met de impact op het milieu van de aanleg van een nieuwe bedrijfsruimte, die verschilt naargelang haar kenmerken en ligging; dat op die manier, mits eerbiediging van het proportionaliteitsprincipe, blijkt dat een zware renovatie meer moet wegen dan de renovatie van een minder vervuilde site, dat de impact van voor het milieu gunstige maatregelen moet worden ingeschat in functie van het effect dat men er redelijkerwijze mag van verwachten, en dat die maatregelen des te belangrijker moeten zijn, of minder, dan de aanleg van het nieuwe gebied met al dan niet aanzienlijke impact op zijn omgeving;

Overwegende dat, bij gebrek aan elementen die de factoren kunnen objectiveren, welke die lasten en de impact volledig kunnen beoordelen, de Regering het nuttig acht, zowel om de voorschriften van het artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP zeker te eerbiedigen en in haar bekommernis om, zoveel als redelijkerwijs mogelijk is, de renovatie van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes te promoten, een strikte interpretatie van de tekst goed te keuren, en een verdeelsleutel te hanteren die ongeveer overeenkomt met een m² renovatie van een niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimte voor een m² niet bebouwbare ruimte die voortaan is bestemd voor economische activiteit (met aftrok van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclasserd zijn als niet te bebouwen gebied);

Overwegende dat de door artikel 46, § 1, al. 2, 3° van het CWATUP bepaalde begeleiding op regionaal vlak kan worden ingeschat; dat aangezien voorliggend ontwerp in het raam van een prioritair plan moet worden gezien dat het volledige Gewest wil voorzien van nieuwe ruimtes voor economische activiteit, de voormelde verdeelsleutel dus algemeen kan worden toegepast, waarbij de compensatie kan gebeuren tussen het geheel van oppervlaktes afgezonderd van gebieden die niet als te bebouwen gebied zijn opgenomen om voor economische activiteit te worden bestemd (met aftrok van de oppervlaktes die voorheen voor economische activiteit waren bestemd en die gereclasserd zijn als niet te bebouwen gebied) enerzijds en het geheel van niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes die een nieuwe bestemming hebben gekregen anderzijds;

Overwegende nochtans dat, ten einde een geografische verdeelgelijkheid na te streven, het nuttig lijkt, aangezien de nieuwe ruimtes die het prioritaire plan bestemt voor economische activiteit verdeeld liggen over het hele Gewest, erover te waken dat de niet meer in gebruik zijnde bedrijfsruimtes ook op een gelijke manier zijn verdeeld;

Overwegende dat, om die doelstelling na te streven, het Gewest in vijf evenwichtige en geografisch homogene sectoren werd verdeeld; dat het voorliggende ontwerp bij een geheel van ontwerpen werd gevoegd (Sambreville - Tamines, Namen - Rhisnes - Suarlée, Namen - Bouge - Champion, Chimay - Baileux, Namen - Malonne en Sambreville - Moignelée);

Overwegende dat als begeleidingsmaatregel, de Regering beslist er rekening mee te houden volgende sites een nieuwe bestemming te geven :

— ANDENNE	Brenner
— ANDENNE	Groeven en kalkoven Deceuninck
— ANHEE	Koperfabriek de Rosée
— BRAIVES	Molen Hosdent
— BRAIVES	Etablissements Brichart
— CHIMAY	Zuivelfabriek des Forges
— CINEY	Pharmacies populaires E.P.C. Familia
— CINEY	Kasteel Chaput
— COUVIN	Fabriek Donnay
— COUVIN	Brouwerij St-Antoine
— COUVIN	Douaneagentschap Brûly
— DINANT	Opleidingscentrum Patria
— DINANT	Wolfabriek La Dinantaise
— DINANT	Spinnerij Bouvignes
— FERNELMONT	Elektrische ovens
— FLOREFFE	Glashandel St-Roch
— GEDINNE	Zagerij Buchholtz
— GEMBLOUX	Messenfabriek Pierrard
— GEMBLOUX	Messenfabriek Chapelle Marion
— GEMBLOUX	Ateliers Colson

— HASTIERE	Station van Hastière
— MOMIGNIES	Zagerij Degive
— NAMEN	Drukkerij AMP
— NAMEN	Zagerij Humblet
— NAMEN	Etablissements Pâque
— NAMEN	Molen A.C.B.I.
— NAMEN	Pâques
— ROCHEFORT	Atelier voor lokomotieven
— ROCHEFORT	Zagerij Devillers
— VIROINVAL	Kalkoven
— VIROINVAL	Kalkoven van Nismes
— YVOIR	Etablissement Tasiaux
— YVOIR	Groeve Rochette
— MONT-SAINT-GUIBERT	Papierwaren Mont-St-Guibert I
— BINCHE	Slachthuis
— BINCHE	Wassalon van het Centre
— TUBIZE	Clabecq (zuid)

die een tenminste equivalente oppervlakte totaliseren;

Overwegende dat wat de maatregelen betreft die gunstig zijn voor de bescherming van het milieu zoals het CWEDD heeft onderstreept, artikel 46, § 1^{er}, alinea 2, 3^o van het CWATUP het niet mogelijk maakt er de beschermingsmaatregelen die zich opdringen in op te nemen, in toepassing van hetzij het CWATUP, hetzij van een andere van kracht zijnde reglementering; dat de Regering niettemin wil onderstrepen, dat om de bescherming van het milieu te verzekeren, zij parallel met de uitvoering van een prioritair plan binnen het kader waarvan voorliggend besluit kadert, een nieuw artikel 31bis van het CWATUP heeft goedgekeurd, met als voorschrift dat elke nieuwe bedrijfsruimte gepaard gaat met een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu dat de compatibiliteit van het gebied met haar omgeving waarborgt;

Overwegende dat op die manier meer dan voldoende is voldaan aan de door dit artikel opgelegde regel;

CCUE

Overwegende dat in uitvoering van artikel 31bis van het CWATUP, voorafgaand aan de toepassing van het gebied, een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu zal worden opgemaakt, dat de richtlijnen van de ministeriële omzendbrief van 29 januari 2004 zal naleven;

Overwegende dat de CWEDD in zijn verschillende adviezen een reeks algemene aanbevelingen heeft gedaan betreffende de eventuele implementatie van de ontwerpen, o.m. inzake beheer van water, lucht, afval, bodembewegingen, begeleiding van door het ontwerp getroffen landbouwbedrijven, mobiliteit en bereikbaarheid, integratie van landschap en begroeiing;

Overwegende dat de Regering die aanbevelingen ruim voor was, door om te beginnen in het Parlement de goedkeuring voor te stellen van artikel 31bis van het CWATUP, dat bepaalt dat de nieuwe bedrijfsruimtes het voorwerp zullen vormen van een Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, en door vervolgens de inhoud van dit Lastenboek inzake stedenbouw en milieu te definiëren via een omzendbrief die zij op 29 januari 2004 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat bepaalde door de CWEDD geformuleerde aanbevelingen verduidelijkingen aanbrengen die nuttig lijken, hetzij algemeen, hetzij voor voorliggend ontwerp, in functie van de net beschreven kenmerken; dat ze daarin zullen moeten worden opgenomen door de auteur van het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu;

Overwegende bijgevolg dat in het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu in elk geval de hierna opgesomde elementen zullen moeten staan;

- maatregelen die zijn genomen om een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater, mogelijk te maken, rekening houdend met de voormelde milieuconstraintes en de overstroombare gebieden;
- maatregelen om het visuele perspectief en het typische landschap van de Famenne, dat vooral vanaf de N63 zichtbaar is, te vrijwaren;
- een progressief bezettingsplan van het gebied, sector per sector;
- maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de beveiliging van de ruimtes voorbehouden voor het fiets- en voetgangersverkeer en het bepalen van een praktische en veilige toegang tot het gebied via de weg;
- bepalen van de capabele gebieden;

Conclusie

Overwegende dat uit het geheel van die ontwikkelingen blijkt dat het voorliggende ontwerp het meest geschikt is om, met eerbied voor de in artikel 1 van het Waalse Wetboek voor ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium opgesomde doelstellingen, te kunnen beantwoorden aan de behoefte aan ruimte bestemd voor economische activiteit, binnen het betroffen referentiegebied;

Na beraadslaging;

Op voorstel van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt definitief de herziening van het gewestplan Dinant-Ciney-Rochefort goed, met daarin, op het grondgebied van de gemeente Somme-Leuze (Noiseux en Baillonville) (plaat 54/4S);

- de inschrijving van een industriële bedrijfsruimte.

Art. 2. De herziening is goedgekeurd conform het plan in bijlage.

Art. 3. In het Lastenboek inzake stedenbouw en milieu, opgesteld conform artikel 31bis van het CWATUP, staan in elk geval volgende elementen :

- maatregelen die zijn genomen om een passende behandeling van water, en vooral het afvalwater, mogelijk te maken, rekening houdend met de voormelde milieuconstrantes en de overstroombare gebieden;
- maatregelen om het visuele perspectief en het typische landschap van de Famenne, dat vooral vanaf de N63 zichtbaar is, te vrijwaren;
- een progressief bezettingsplan van het gebied, sector per sector;
- maatregelen inzake mobiliteit, binnen en buiten het gebied, van goederen en personen, dus ook de beveiliging van de ruimtes voorbehouden voor het fiets- en voetgangersverkeer het bepalen van een praktische en veilige toegang tot het gebied via de weg;
- bepalen van de capabele gebieden.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van voorliggend besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-president,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Milieu,
M. FORET

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes, en bij het betrokken gemeentebestuur.

Het advies van de CRAT wordt hieronder bekend gemaakt.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2004/27129]

22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Namur du plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Namur (Rhisnes et Suarlée), en extension de la zone d'activité économique existante de Namur-Nord (planche 47/3S)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 22, 23, 30, 35, 37, 41 à 46 et 115;

Vu le Schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1985 établissant le plan de secteur de Namur, notamment modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2002 décidant la révision du plan de secteur de Namur et adoptant l'avant-projet de modification du plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Namur (Rhisnes et Suarlée), en extension de la zone d'activité économique existante (planche 47/3S);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003 adoptant le projet de révision du plan de secteur de Namur du plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Namur (Rhisnes et Suarlée), en extension de la zone d'activité économique existante (planche 47/3S);

Vu les réclamations et observations, émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée à Namur entre le 8 octobre et le 21 novembre 2003, qui portent sur les thèmes suivants :

- l'évaluation des besoins en terres dédiées à l'activité économique;
- l'aménagement du Fort de Suarlée et de ses abords;
- la délimitation de la zone d'activité économique;
- l'affectation industrielle d'une partie de la zone d'activité économique;
- l'impact paysager de la zone d'activité économique et la réalisation de dispositif d'isolement;
- les conséquences de la zone d'activité économique sur le régime des eaux;
- le phasage de la mise en œuvre de la zone d'activité économique;
- la complétude de l'étude d'incidence;
- l'impact foncier;
- l'inscription d'une prescription supplémentaire repérée *R.1.1;

Vu l'avis favorable assorti de remarques du conseil communal de Namur du 17 décembre 2003;

Vu l'avis favorable relatif à la révision du plan de secteur de Namur en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique mixte et d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Namur (Rhisnes et Suarlée), en extension de la zone d'activité économique existante (planche 47/3S) émis par la CRAT le 5 mars 2004;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques et recommandations, rendu par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable en date du 4 mars 2004;

Validation de l'étude d'incidences

Considérant que, dans sa décision du 18 septembre 2003, le Gouvernement a estimé que l'étude d'incidences comprenait la totalité des éléments nécessaires à l'appréciation de l'opportunité et de l'adéquation du projet et l'a dès lors considérée comme complète;

Considérant que le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de qualité satisfaisante, même s'il regrette certains manquements, contradictions formelles ou imprécisions, qui ne sont cependant pas de nature à vicier l'appréciation du projet, l'ensemble des éléments de faits indispensables à la décision du Gouvernement étant mis à sa disposition;